

Édition Française

Vol.8 ,No 6, nov, déc.2010



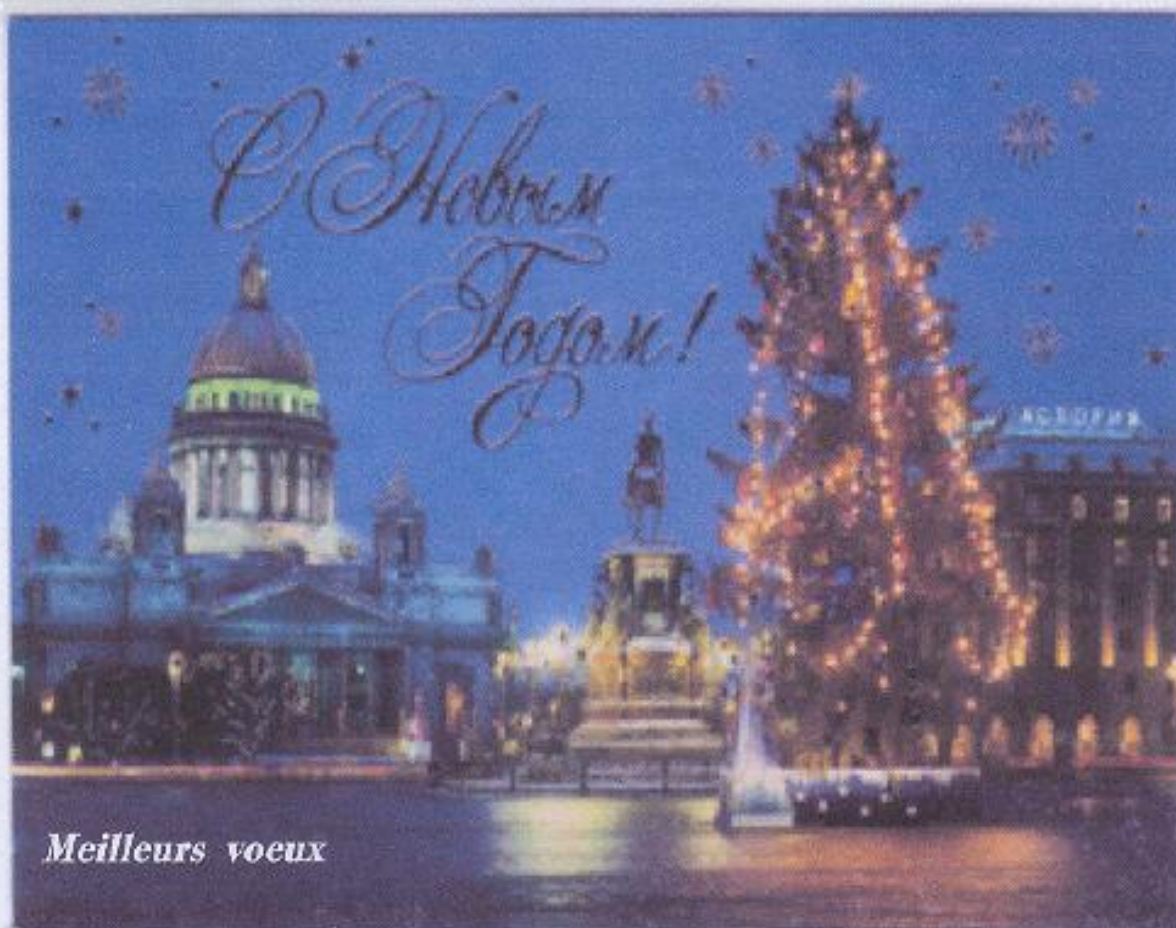
Northstar



Compass



Conseil International Pour l'Amitié et la Solidarité Avec le Peuple Soviétique



*Meilleurs vœux*

***Que cette nouvelle année soit remplie d'heureux moments***

## Éditorial



Chers lecteurs, chères lectrices,

Je vous souhaite pour cette nouvelle année, mes meilleurs vœux de bonheur, de santé et la réussite dans tout ce que vous entreprendrez.

L'année que nous venons de vivre a été la continuation de la modification du nouveau rapport de forces inter-impérialistes: les pays impérialistes en déclin n'en finissent pas de décliner et l'impérialisme chinois continue à se développer et ne retardera pas à devenir la première puissance économique mondiale.

Le moment historique que nous sommes en train de vivre exige plus que jamais **une connaissance la plus complète possible des mécanismes objectifs de l'évolution du monde bourgeois. Mais ce n'est pas facile.** «Les analyses concrètes de la situation concrète sont rares».

Durant l'année écoulée nous avons, par des texte choisis, essayé de comprendre la réalité que nous vivons maintenant, en vue de la solution des problèmes fondamentaux auxquels le monde est aujourd'hui confronté.

Les pays impérialistes en déclin ne sont pas en mesure et ne peuvent pas inverser la crise mondiale de leur économie et d'en résoudre les problèmes.

Ils ont injecté des centaines de milliards de dollars dans leurs institutions en faillite. Mais ça n'a pas fonctionné, et ça ne fonctionnera pas. Plusieurs pays, plusieurs états, plusieurs banques sont sur le chemin de la ruine

et de la faillite *«Le monde est en train de franchir un seuil critique de la phase de dislocation géopolitique globale. Comme tout franchissement de seuil critique dans un système complexe, cela va générer dès le premier trimestre 2011 un cortège de phénomènes non linéaires, c'est-à-dire, d'évolutions échappant aux «règles habituelles» et aux «projections traditionnelles» tant en terme économiques que monétaires, financiers, sociaux et politiques.*

La délocalisation de la production dans les pays à bas coût salariaux va se poursuivre. Pour ne citer que quelques exemples: Cette année, 369.000 voitures ont été produites en France soit 20% du total de la production. Les dirigeants de Renault entendent aller plus loin. Ils vont construire une usine à Tanger au Maroc, la production sera destinée à l'exportation. Renault annonce pourrait réduire encore ses capacités industrielles en France de l'équivalent de 500.000 voitures dans les trois ans à venir selon les analystes d'Exane BNP Paribas. (GEAB no 49). Une étude du Centre d'analyse stratégique vient de publier une étude sur l'emploi d'ici à 2015. Il annonce une nouvelle saignée dans la métallurgie: moins 11% dans l'automobile, moins 15% dans l'industrie électrique, moins 40% dans la mécanique, moins 78% dans les biens d'équipement. La multiplication rapide, des difficultés économiques, des défaillances budgétaires, des conflits monétaires ne peuvent qu'engendrer des chocs géopolitiques majeurs.

On peut constater que la base objective pour la révolution se développe à un rythme accéléré et que malheureusement les conditions subjectives retardent sur ce développement. **Plus la crise se développe, plus les mensonges abondent, et plus les campagnes de désocialisation et de déstabilisation se poursuivent.**

**Pourquoi cet acharnement à remettre en cause la période dite stalinienne, et la personnalité de Staline.**

Pourquoi Khrouchtchev, après la mort de Staline, dans sa lutte pour le

remise en place du système capitaliste et pour donner une nouvelle orientation à la politique étrangère de l'Union soviétique a du s'attaquer à la personnalité et à l'œuvre de Staline.

Pourquoi a-t-il fallu retirer des bibliothèques et des librairies les œuvres de Staline.

Pourquoi tant de mensonges sur Staline et son œuvre.

C'est parce que: c'était la seule façon pour ces anticommunistes de mettre fin au socialisme et introduire toutes les réformes économiques capitalistes.

C'est parce que Staline est et a toujours été l'ennemi principal de tous ces révisionnistes.

« À une époque où la décomposition économique, politique et sociale du monde bourgeois prend des proportions toujours plus gigantesques, à une époque où **l'immense majorité des peuples et des travailleurs du monde accepte résignée le joug de l'oppression capitaliste**, alors même que l'accentuation des rivalités économiques entre pays bourgeois pousse de vieux pays impérialistes en déclin à préparer de nouvelles guerres inter-impérialistes, se pencher sur la question de Staline permet de comprendre **comment le monde en est arrivé là**, et surtout **comment agir pour changer les choses ! V.G.**

Contre l'activité théorique et pratique de Staline, la bourgeoisie impuissante n'a pour seule arme que les mensonges et la calomnie dont l'apparente cohérence vole en éclat dès qu'on les confronte avec les faits historiques.

La tâche se pose aujourd'hui devant tous les communistes révolutionnaires: tirer les leçons des victoires et des échecs du passé afin de reconstruire un mouvement communiste révolutionnaire.

C'est ce à quoi l'édition française de NSC s'engagera durant l'année qui vient.

Dr Adélarde Paquin, responsable de l'édition française de NSC



Chers amis: membres de notre parti et compagnons d'idées de l'étranger, ainsi que compagnons d'armes des autres partis communistes et sympathisants,

Le Comité central du Parti communiste des bolcheviks de toute l'Union soviétique vous félicite VOUS TOUS à l'occasion du 93<sup>e</sup> Anniversaire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre! Nous vous souhaitons A TOUS une bonne santé et des succès dans notre lutte commune contre l'impérialisme et la contre-révolution bourgeoise, pour la renaissance de notre grande Patrie: l'Union des Républiques socialiste soviétique!

Il nous est échu de vivre et de travailler en des temps difficiles de lutter contre un ennemi très puissant, l'impérialisme international et sa force de frappe, le sionisme, qui a entrepris de dominer le monde. A cause d'eux, le sang de la population civile coule aujourd'hui dans diffé-

rentes régions du monde, des foyers de guerres locales sont organisés par leurs soins. Ils font obstacle à l'édification du socialisme en R"D"C., à Cuba et dans les pays d'Amérique latine qui ont choisi la voie de la vie libre et indépendante du diktat des É.-U. A cause d'eux et de leur marionnette Israël, la population de Palestine verse son sang et ne peut, depuis de nombreuses décennies, revenir dans sa patrie historique pour y édifier son État indépendant.

La contre-révolution qui a eu lieu en U.R.S.S. a été largement financée par l'Occident (avant tout par les É.-U..) et a été soigneusement préparée non seulement à l'étranger, mais également à l'intérieur même de notre société, par les ennemis de notre Patrie qui se sont dissimulés jusqu'à un certain temps dans de nombreuses niches et caches profondes, s'adonnant à différents actes de diversion, à la démoralisation de la société et à des actes directs de sabotage. Mais à présent, ils ne se cachent plus: on les voit se trémousser sur les écrans de télévision et dans les journaux de toutes couleurs, aspergeant la société de leur poison et de leur haine de tout ce qui est soviétique, s'efforçant de noircir notre glorieuse histoire soviétique et ses grands guides: V. I. Lénine et I. V. Staline.

Après avoir pillé le peuple Soviétique, après nous avoir volé à nous tous notre propriété commune du peuple, ils se font à présent construire de nombreux châteaux, achètent des îles en mer Méditerranée et pas seulement là, ils cachent l'argent volé au peuple dans des banques extraterritoriales et occidentales. Mais leur festival pendant la peste, qu'ils ont eux-mêmes organisé, va sans

aucun doute prendre fin et le peuple reprendra alors tout ce qu'ils lui ont volé, les obligera à répondre de ce qu'ils ont fait: de l'extinction accélérée de la population, de la naissance d'enfants déficients, de la dépravation morale de la société, de l'absence totale de perspectives d'avenir pour la jeunesse, des suicides qui se multiplient aujourd'hui, et de l'absence de droits de nos retraités qui ont donné toute leur vie et toutes leurs forces et qui ont défendu notre Patrie et multiplié la propriété commune de notre peuple, du pillage sauvage de nos richesses naturelles, de la trahison et du parjure, pour nombre d'entre eux, du serment soviétique qu'ils ont prêté au peuple laborieux en gravissant l'échelle des promotions jusqu'au sommet, jusqu'au pouvoir. Aucun d'eux ne parviendra à se soustraire ou à échapper au tribunal du peuple.

La puissante pression qui s'exerce sur nous de la part des détenteurs du pouvoir et la misère des actuelles conditions de vie de la majorité de la population du pays ont dépouillé quelques .... uns de leurs points de repère et de leur certitude en la victoire de la nouvelle Révolution socialiste. Nous sommes convaincus, nous, qu'il n'y a pas de raison de perdre courage! Il faut relever ses genoux de terre comme beaucoup le font déjà et passer à l'offensive. Nous, les bolcheviks, sommes déjà parvenus à faire beaucoup de choses durant les années de contre-révolution. Nous avons rendu Staline à l'opinion publique, malgré les ignobles sales campagnes de calomnie et de dénigrement de notre grand guide. Nous avons montré de manière convaincante, au moyen de la



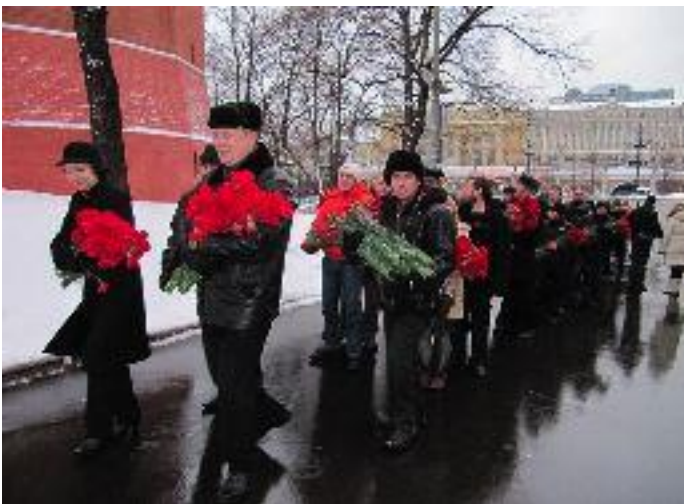
comparaison, la supériorité des valeurs socialistes sur les valeurs» bourgeoises et réveillé chez beaucoup le désir de lutter pour la renaissance du socialisme. Nous avons correctement choisi notre voie de lutte dans la période historique donnée. Nous marchons au pas avec l'histoire dans la lutte contre la contre-révolution, en avant vers la société sans classes telles que l'a prévue Karl Marx. Et nous vaincrons à coup sûr! Car nous avons LA VÉRITÉ HISTORIQUE avec nous.

N. A. Andréyéva, Secrétaire générale du C.C. du P.C.B.tUS

**Traduction Dr Adélard Paquin**

---

**Le 21 décembre à Moscou, à l'occasion du 131<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Joseph Staline, des communistes ont déposé des couronnes et des fleurs sur sa tombe.**



# Réfutation des tentatives de falsification bourgeoise des glorieuses réalisations du communisme soviétique

## À l'occasion du 93ème anniversaire de la grande et glorieuse Révolution socialiste d'Octobre

### (Extraits)

#### Les raisons de la victoire soviétique

Comment expliquer que l'URSS a réussi là où d'autres pays avaient si lamentablement échoué? Plusieurs raisons expliquent ce succès.

#### -1-L'élimination de la cinquième colonne

La première raison des réalisations de l'URSS est que le Parti communiste (bolchévik) de l'Union soviétique [PC(B)US] et le régime soviétique ont impitoyablement purgé le Parti, le gouvernement et les forces armées des éléments faisant partie de la cinquième colonne.

Loin d'affaiblir le régime soviétique ou l'Armée rouge, ces purges et les procès de Moscou ont contribué à éliminer précisément les éléments qui auraient collaboré avec les nazis et agi en tant que cinquième colonne. À l'été 1941, peu après l'invasion nazie de l'URSS, l'ambassadeur étatsunien à Moscou, Joseph E. Davies a rédigé l'évaluation suivante sur l'importance historique des procès de Moscou :

«La Russie n'a pas connu d'agression "interne", de collaborateur agissant de concert avec le Haut Commandement allemand. Si en Tchécoslovaquie, en 1939, l'avancée d'Hitler vers Prague a été facilitée par l'appui militaire actif des organisations de Henleins, et si l'invasion de la Norvège a été facilitée par des forces locales, en Russie, il n'en fut pas ainsi. Il n'y a pas eu de Henleins comme dans les Sudètes, pas de Tisos comme en Slovaquie, pas de De Grelles comme en Belgique et pas de Quislings comme en Norvège.»

«En Russie, les faits survenus ont été dévoilés lors des procès pour trahison - que l'on nomme purges - de 1937 et de 1938, auxquels j'ai assisté et que j'ai écoutés. En relisant les rapports sur ces cas et mes notes de l'époque [...] j'ai constaté, comme nous le savons aujourd'hui, que pratiquement toutes les organisations agissant comme cin-

quième colonne allemande ont été découvertes et mises à nu grâce aux aveux et aux témoignages présentés lors de ces procès, au cours desquels les "quislings" actifs en Russie se sont dénoncés [...].»

«Tous ces procès, purges et liquidations, qui semblaient alors si violents et si choquants pour l'opinion mondiale, sont clairement perçus de nos jours comme faisant partie des efforts vigoureux et déterminés du gouvernement de Staline pour se protéger non seulement d'une révolution venant de l'intérieur, mais aussi d'une attaque venant de l'extérieur. Ce dernier a travaillé à fond pour nettoyer et se débarrasser de tous les éléments capables de trahir se trouvant à l'intérieur du pays. Aucun doute ne pèse plus sur le gouvernement.»

«Il n'y a pas eu de cinquième colonne en Russie en 1941 car les traîtres ont été fusillés. La purge a nettoyé le pays et l'a débarrassé des traîtres.» [5]

Le radotage bourgeois-trotskyiste affirme que les procès ont laissé les forces armées de l'URSS sans état-major. Mais comment expliquer alors la présence, au sein de l'Armée rouge, de généraux brillants, qui sont devenus légendaires, et dont les exploits sont connus dans le monde entier, tels que Joukov, Tchouïkov, Chtemenko, Yerenenko, Timoshenko, Vassilevski, Sokolovsky, Rokossovski, Koniev, Vorochilov, Boudienny, Mekhlis, Kulik et tant et tant d'autres?

#### -2-Le socialisme

La deuxième raison des réalisations de l'URSS a été l'industrialisation et la collectivisation de l'agriculture du pays selon le programme adopté, qui était basé sur les principes du socialisme. La mise en œuvre de ce programme, en plus de renforcer matériellement l'URSS, a insufflé au prolétariat la fierté et la confiance en sa capacité de produire de grandes réalisations, une foi ardente en l'avenir radieux du socialisme, une détermination inébranlable à défendre

les acquis du socialisme contre les agressions extérieures et contre les ennemis de l'intérieur. Mais un tel programme ne tombe pas du ciel, de lui-même, par hasard. Il a fallu se battre avec acharnement contre ses opposants, ceux qui se proclamaient de "gauche" (les trotskistes) et ceux de droite (les boukhariniens), le défendre des tentatives de démolition et de sabotage, des complots, des conspirations, des traîtrises des capitulards trotskistes et boukhariniens et des crapuleux laquais de l'impérialisme. En un mot, ce programme est né dans des conditions de lutte de classe acharnée et s'est développé en leur sein.

Il est certain que l'Union soviétique aurait préféré qu'on la laisse seule, pour qu'elle puisse poursuivre tranquillement, dans une période de paix, sa tâche d'édification du socialisme. Mais la direction du pays était parfaitement consciente du danger que représentait l'impérialisme, qui voulait l'entraîner dans la guerre. Et l'URSS n'était pas en mesure d'empêcher la guerre voulue par l'impérialisme. Comme l'affirme un dicton chinois, «L'arbre peut bien préférer le calme, le vent ne cesse de souffler». Aussi, tenant compte de l'imminence de la guerre, la direction du PC(B)US avait refusé, malgré l'opposition du camp des capitulards boukhariniens, de ralentir le rythme de l'industrialisation. Le 4 février 1931, à la Conférence des membres de la direction de l'industrie socialiste, Staline avait déclaré ce qui suit :

«Nous avons cinquante ou cent années de retard sur les pays avancés. Nous devons franchir cette distance en dix ans. Ou bien nous y parviendrons ou alors nous serons défaits» [6].

Ainsi, en 1940, en raison des efforts gigantesques réalisés, la production brute de l'industrie soviétique était de 8,5 fois supérieure à la production industrielle de la Russie tsariste en 1913, tandis que la production de la grande industrie avait augmenté de 12

fois et la construction de machines de 35 fois.

### **-3- Le Parti communiste (bolchévik) de l'Union soviétique**

La troisième raison des réalisations de l'URSS était que le pays était dirigé par un parti révolutionnaire prolétarien comme le PC(B)US, dont les membres, du sommet à la base, étaient animés d'un esprit de dévouement total à la cause du prolétariat et d'un héroïsme basé sur l'esprit de sacrifice, qui commandait le respect des masses de sans-parti. Sur les 27 millions de Soviétiques qui sont morts à la guerre, trois millions étaient membres du Parti communiste. Des millions de soldats, de partisans et de civils soviétiques se lançaient au combat, au risque de leur vie, en scandant le slogan : «Pour la patrie et pour le camarade Staline !». Tels étaient l'amour et l'affection que portaient les masses soviétiques envers leur patrie socialiste et leur timonier, tel était le charisme de Joseph Staline, qui a ranimé l'ardeur le peuple soviétique à réaliser des exploits héroïques sans précédent.

### **-4-L'Union des Républiques socialistes soviétiques**

La quatrième raison des réalisations de l'Union soviétique a été l'existence de l'institution unique dans l'histoire de l'humanité qu'a été l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS), État multinational, créé par le prolétariat victorieux lors de la Grande Révolution socialiste d'Octobre, État qui avait interdit l'exploitation de l'homme par l'homme dans chacune de ses unités constitutives, ainsi que l'exploitation d'une nation par une autre nation. L'URSS était vraiment une association libre et fraternelle de dizaines de nations, qui ont vécu ensemble pour construire un avenir commun lumineux, où toute attaque contre un être humain était perçue comme une attaque contre tous les autres.

Pour défendre cette URSS, le peuple soviétique était prêt à faire les énormes sacrifices qu'il a réalisés et à subir les terribles ravages dont il a souffert. Pour défendre l'URSS, 27 millions de Soviétiques ont payé de leur vie. Ces 27 millions représentent 13,5% de la population soviétique d'avant-guerre. Au cours des 1 418

jours qu'a duré la guerre (du 22 juin 1941 au 9 mai 1945), l'Union soviétique a perdu 9 vies à chaque minute, 857 à chaque heure et 14 000 à chaque jour. 25 millions de Soviétiques se sont retrouvés sans abri. Le peuple soviétique a finalement remporté la victoire. Par cette victoire, il a non seulement débarrassé le territoire soviétique des nazis, mais il a aussi libéré 113 millions de personnes des terres situées à l'ouest de l'URSS. En 1944, 300 000 soldats soviétiques sont morts pour libérer la Pologne des nazis. Aujourd'hui, manifestant une abjecte ingratitude, les dirigeants semi-fascistes polonais et leurs maîtres impérialistes essaient de faire croire que l'URSS a joué envers la Pologne un rôle de puissance colonialiste, bien qu'elle ait contribué à libérer le peuple polonais du fascisme nazi. Les dirigeants actuels de la Pologne ont interdit toute représentation de symboles soviétiques au pays poussant leurs mesures jusqu'au ridicule. C'est ainsi que dans le film calomnieux intitulé «Katyn», les acteurs déguisés en soldats soviétiques ne portent pas l'emblème de la faucille et du marteau sur leurs uniformes.

Quelques chiffres permettent de comparer la contribution des différentes puissances qui ont combattu l'Allemagne et le Japon : les pertes des États-Unis dans cette guerre n'ont représenté que 0,3% de la population, et celles du Royaume-Uni que 0,6% de la population. En Extrême-Orient, la Chine a perdu 20 millions de vies dans sa lutte contre le fascisme japonais. Ainsi, des 60 millions de personnes tuées dans la Seconde Guerre mondiale, 47 millions étaient des Soviétiques et des Chinois. Ce sont ces deux pays qui ont payé le plus lourd prix dans la lutte pour la libération de l'humanité, celui des héros de la Normandie ayant été de loin inférieur.

Dans cette guerre, la mort frappait un soldat allié pour 40 soldats soviétiques. 190 divisions allemandes ont envahi l'Union soviétique. 77% des forces armées allemandes ont été mobilisées contre l'URSS sur tout le front soviétique. Pendant les années de guerre, la longueur du front soviétique a varié de 2 200 à 6 200 km, tandis que celle du front des Alliés n'a jamais dépassé 800 km après le débarquement en Normandie. C'est sur le front soviéto-allemand que l'Allemagne a, de loin,

subit ses plus lourdes pertes, soit plus de 73% de ses hommes, 75% de ses chars et de ses avions et 74% de son artillerie.

### **L'ABSENCE D'UN SECOND FRONT**

Au cours des premières semaines de la guerre, l'Union soviétique a subi d'énormes pertes. Cela s'explique d'une part par l'attaque surprise allemande et par la mobilisation préalable des nazis, et d'autre part par l'absence d'un second front.

En l'absence d'un tel front, les fascistes allemands n'avaient pas à diviser leurs forces pour mener la guerre sur deux fronts, l'un à l'Ouest et l'autre à l'Est. Ainsi, l'Allemagne, ayant l'arrière de ses troupes sécurisées à l'Ouest, a pu lancer toutes ses troupes contre l'URSS. Celle-ci a donc dû se battre seule contre les forces allemandes et contre les forces finlandaises, roumaines, italiennes et hongroises alliées de l'Allemagne.

Au cours de la Première Guerre mondiale, comme il y avait deux fronts, l'Allemagne n'avait pu stationner que 85 de ses 220 divisions sur le front russe. En ajoutant les forces alliées, il y avait, du côté allemand, 127 divisions stationnées sur le front russe.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, comme il n'y avait pas de second front, des 256 divisions fascistes allemandes, 176 étaient en poste sur le front soviétique. En ajoutant les divisions alliées, 22 roumaines, 14 finlandaises, 10 italiennes, 1 slovaque, 1 espagnole et 13 hongroises, le nombre de divisions fascistes sur le front de l'Est était d'environ 240. Les autres divisions de l'Allemagne et de ses alliés étaient soit en garnison dans les pays occupés tels que la France, la Belgique, la Norvège, les Pays-Bas, la Yougoslavie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, entre autres, soit au combat, en Libye pour l'Égypte contre l'Angleterre.

En raison de l'absence d'un second front, l'Allemagne pouvait ne garder que 20% de ses forces armées sur d'autres fronts et dans les pays occupés. (Joukov, *ibid.*, p. 115).

Ainsi, 80% des forces armées nazies étaient concentrées dans l'Est, tout au long du front, s'étendant de la mer de Barents à la mer Noire.

Dès mai 1942, le ministre soviétique des Affaires étrangères, Molotov, a obtenu un accord complet avec la Grande-Bretagne et les États-Unis stipulant l'ouverture d'un second front en Europe en 1942. L'accord avait été confirmé le mois suivant. Mais un mois après cette confirmation, l'accord a été mis en veilleuse. Staline a alors envoyé à Churchill un message, dans un ton qui ne cachait presque pas sa colère :

«Je crains, en ce qui concerne [...] l'ouverture d'un second front en Europe, que la question ne soit en train de prendre une mauvaise orientation.»

«Compte tenu de la situation du front soviéto-allemand, je déclare de la façon la plus catégorique que le gouvernement soviétique ne peut tolérer que l'établissement du second front en Europe soit reportée à 1943.»

Le 12 août 1942, Staline a rencontré à Moscou Churchill et Harriman, émissaire du président des États-Unis. À cette réunion, Churchill, entièrement appuyé par Harriman, a refusé de tenir la promesse antérieure des deux pays concernant le deuxième front. Le lendemain, dans son mémorandum du 13 août 1942, Staline a clairement exprimé la colère du gouvernement soviétique face à la trahison anglo-étatsunienne relativement à l'accord conclu solennellement à peine trois mois plus tôt, dans les termes suivants :

«Il convient de rappeler que la décision d'ouvrir un second front en Europe en 1942 a été prise lors de la visite de Molotov à Londres, et a été rédigée dans le communiqué anglo-soviétique diffusé le 12 juin dernier, tel que convenu.»

«On se rappellera, d'autre part, que l'ouverture d'un second front en Europe a été conçu pour détourner les forces allemandes du front Est vers le front Ouest, afin de permettre l'établissement à l'Ouest d'un important centre de résistance aux forces fascistes allemandes, facilitant ainsi la position des troupes soviétiques sur le front soviéto-allemand en 1942.»

«Il va sans dire que le haut commandement soviétique, en planifiant ses opérations d'été et d'automne, comptait sur l'ouverture d'un second front en Europe en 1942.»

«Il est facile de comprendre que le refus du gouvernement britannique d'ouvrir un second front en Europe en

1942 porte un coup mortel à l'opinion publique soviétique, qui avait espéré que le second front serait ouvert, que ce refus rend plus difficile la position de l'Armée rouge sur le front et compromet les plans du haut commandement soviétique.»

«Je ne dis rien des difficultés auxquelles l'Armée rouge fait face en raison du refus d'ouvrir un second front en 1942, difficultés porteront atteinte à la position militaire de la Grande-Bretagne et des autres alliés.»

«Mes collègues et moi croyons que l'année 1942 offre les conditions les plus favorables pour un second front en Europe, étant donné que presque toutes les forces allemandes, ainsi que leurs troupes d'élite, sont engagées sur le front de l'Est, tandis que seules des forces négligeables, entre autres les moins bien équipées aussi, sont maintenues en Europe.»

«Il est difficile de dire si 1943 sera aussi favorable pour l'ouverture d'un deuxième front que 1942. Nous pensons donc qu'il est possible et nécessaire d'ouvrir un second front en Europe en 1942.»

«Malheureusement, je n'ai pas réussi à convaincre le premier ministre britannique à ce sujet, et M. Harriman, représentant du président des États-Unis aux pourparlers de Moscou, avait pleinement soutenu la position du premier ministre.»

Au moment où Staline a envoyé la note ci-dessus, l'URSS venait de remporter la bataille de Moscou et se préparait à entreprendre la bataille de Stalingrad. L'URSS, qui allait mettre au maximum ses forces à l'épreuve, elle était loin de s'en sortir. Les temps étaient particulièrement difficiles pour l'URSS, qui luttait littéralement pour sa survie. Le point tournant de la guerre ne surviendrait qu'au bout d'une autre période de cinq mois, lors de la victoire soviétique et de la défaite nazie de Stalingrad. Mais pour l'instant, Churchill n'était sûrement pas au courant de tout cela. Il avait répondu en niant que la Grande-Bretagne et les États-Unis s'étaient engagés à ouvrir un second front en Europe en 1942.

Un mois après la victoire soviétique de Stalingrad, Churchill a envoyé un message à Staline indiquant que des préparatifs étaient en cours en vue d'une opération conjointe en août, à

laquelle l'Angleterre et les États-Unis participeraient.

Staline, jugeant correctement qu'il ne s'agissait que d'une autre manœuvre dilatoire, avait répondu en demandant de réduire au maximum le délai avant l'ouverture d'un second front à l'Ouest, en insistant qu'il ne faut pas donner à l'ennemi le temps de reprendre des forces. Il est très important, à mon avis, que l'attaque venant de l'Ouest, au lieu d'être remise à la seconde moitié de l'année, soit assénée au printemps ou au début de l'été.»

Mais ce message n'avait servi à rien.

### **Pourquoi n'y avait-il pas de second front à l'Ouest?**

Il n'y avait-il pas de second front à l'Ouest parce que, presque jusqu'à la fin de la guerre, la Grande-Bretagne et les États-Unis n'avaient jamais abandonné leur projet déloyal de parvenir à un accord avec Hitler pour lui permettre de masser ses forces à la frontière soviétique, ou, si possible, pour avancer, main dans la main avec l'Allemagne nazie, jusqu'à Moscou. Aucun de ces projets ne s'est réalisé pour plusieurs raisons.

Bien qu'ils étaient obligés par la force des choses à être du même côté que l'URSS pendant la seconde guerre mondiale, bien qu'ils étaient obligé de rendre d'hypocrites hommages publics à la résistance héroïque et à l'esprit combatif de l'Armée rouge, les dirigeants impérialistes occidentaux, particulièrement Churchill, brûlant de haine contre le communisme, n'avaient jamais cessé d'élaborer des plans anti-soviétiques. Dès Octobre 1942, au moment de la bataille de Stalingrad, s'étant rendu compte que l'Allemagne nazie ne pourrait pas écraser l'Union soviétique, Churchill avait commencé à préparer des plans antisoviétiques.

Churchill avait dicté un mémorandum secret, qui indiquait les véritables buts politiques qu'il visait au cours de la guerre dès octobre 1942. Le contenu de ce texte n'avait pas été rendu public avant qu'Harold Macmillan ne les révèle lors d'une réunion de la Communauté européenne à Strasbourg en Septembre 1949. Churchill, se rendant compte qu'il était fort possible que l'Armée rouge détruise les nazis, avait déclaré dans ce mémorandum qu'au lieu de mener une politique de véri-

table coalition avec l'Union soviétique, il estimait que «ce serait un désastre incommensurable si la barbarie russe recouvrait la culture et l'indépendance des anciens États de l'Europe». Cela explique pourquoi il empêchait l'ouverture du second front.

Le 23 novembre 1954, dans un discours prononcé à Woodford, en Angleterre, Churchill s'était vanté en ces termes : «Avant même la fin de la guerre, alors que les Allemands étaient encore en train de se rendre par centaines de milliers, j'ai télégraphié à Lord Montgomery, lui enjoignant d'entreposer des armes allemandes, afin qu'elles puissent facilement être rendues aux soldats allemands, avec lesquels nous aurions à travailler si l'avance soviétique devait se poursuivre».

### **Intrigues en vue d'une nouvelle alliance anti-soviétique**

À la fin mars 1945, les dirigeants nazis, parfaitement conscient que leur jeu était terminé et que les jours de l'Allemagne nazie étaient comptés, avaient tenté de renverser la vapeur par un renversement d'alliances, dans l'espoir de convaincre la Grande-Bretagne et les États-Unis que la véritable menace était la menace rouge du bolchevisme impérialiste. Visant exactement un tel renversement d'alliances, les armées allemandes, tandis qu'elles se retiraient tout au long du front Ouest, offraient une résistance acharnée sur le front Est. En réponse à une communication du 5 avril 1945 de Churchill, qui mentionnait que les armées allemandes de l'Ouest étaient brisées, Staline avait écrit, le 7 avril, ce qui suit :

«Les Allemands ont 147 divisions sur le front Est. Ils pourraient en toute sécurité retirer entre 15 et 20 divisions du front Est afin d'aider leurs forces du front Ouest.»

«Pourtant, ils ne l'ont pas fait et ils ne sont pas en train de le faire. D'une part, ils se battent désespérément pour garder Zemlenice, qui n'est qu'une obscure localité de la Tchécoslovaquie, dont ils en ont autant besoin qu'un mort a besoin d'un cataplasme, alors que d'autre part, ils se rendent sans offrir la moindre résistance dans des villes importantes situées au cœur de l'Allemagne, telles qu'Osnabrck, que Mannheim et que Kassel.»

«Vous admettez que ce comportement de la part des Allemands est des plus étranges et inexplicables.»

Or cela n'était pas si étrange. En effet, dans la nuit du 23 avril 1945, deux semaines seulement après que Staline ait envoyé cette communication à Churchill, avait eu lieu une réunion secrète, dans une cave du Consulat suédois, situé dans le vieux port hanséatique de Lubeck, à laquelle participaient le comte Folke Bernadotte, envoyé de la Suède, pays soi-disant neutre face à l'Allemagne nazie, et Heinrich Himmler, chef des SS. Himmler y avait signé un acte de reddition à la Grande-Bretagne et aux États-Unis, misant sur l'hypothèse que ces deux pays alliés prendraient alors en charge le front Est et marcheraient main dans la main avec l'Allemagne sur Moscou. Le 12 avril 1945, apprenant la mort du «juif» Roosevelt, Goebbels avait vraiment cru que ce miracle se produirait. Mais tel ne fut pas le cas, car alors qu'Himmler et que le comte Bernadotte se réunissaient en secret, l'avance de l'Armée rouge avait scellé le destin d'Hitler dans son bunker. Or les dirigeants nazis savaient que Churchill avait de sérieux doutes sur le sort de l'Europe de l'Est si les Soviétiques établissaient leur hégémonie. Dans les derniers jours de la guerre, les analyses de Londres et celles de Berlin étaient étrangement semblables». (Sunday Times, *ibid.*, c'est nous qui soulignons)

Un peu plus tôt, à l'automne 1944, alors que les Alliés semblaient ne visaient que la victoire finale, Churchill, au su des dirigeants étatsuniens, avait entamé des négociations avec Kesselring, commandant allemand en Italie, en vue de signer une paix séparée. L'Union soviétique en avait eu connaissance, et Staline, dans un télégramme, avait interrogé Churchill. Ce dernier avait été contraint de lui donner des excuses abjectes, qui ont été acceptées par Staline.

Telle était donc la fausse lutte que l'impérialisme britannique menait soi-disant contre le fascisme.

Il ne manquait qu'un mois avant la Conférence de Potsdam. Churchill avait écrit une lettre à Harry Truman le 4 juin, dans un ultime effort de remettre à plus tard le retrait des forces étatsuniennes des zones qu'elles occupaient et leur installation dans la zone

d'occupation qui leur avait été assignée, comme cela avait été convenu par l'Accord tripartite conclu à Yalta en février. Dans sa lettre à Truman, Churchill reprenait son obsession «à la Goebbels» contre l'Union soviétique et son idée qu'un rideau de fer était en train de s'abattre sur l'Europe :

«J'envisage avec une profonde méfiance le retrait de l'armée étatsunienne de notre ligne d'occupation située dans le secteur central. La puissance soviétique s'installe ainsi au cœur de l'Europe occidentale et fait descendre un rideau de fer entre nous et tout ce qui s'étend à l'Est.»

«J'avais espéré que cette retraite, si elle devait être effectuée, serait accompagnée par le règlement d'un grand nombre de choses importantes, qui seraient le véritable fondement de la paix dans le monde.»

Or les événements survenus sur le terrain ont fait en sorte que Truman n'ait pas d'autre choix que de se conformer à l'Accord tripartite. Cela était particulièrement vrai étant donné que les États-Unis avaient encore grand besoin de la puissance militaire soviétique pour la guerre à l'Est contre le Japon. Mais la réussite des tests de la bombe atomique par les États-Unis allait bientôt changer tout cela.

Quelques semaines après la défaite de l'Allemagne nazie, Churchill a chargé le cabinet de guerre de dresser un plan d'urgence en vue de l'attaque massive de l'Armée rouge afin d'éliminer la Russie? Ces données ont été révélées par des documents publiés par le «Public Record Office» à l'automne 1998. Le plan de Churchill, surnommé «Opération impensable», avait été présenté de façon détaillée dans un dossier «top secret» intitulé «Russie, menace pour la civilisation occidentale». Churchill envisageait d'envoyer des dizaines de milliers de soldats étatsuniens et britanniques, appuyés par 100 000 soldats allemands nazis vaincus contre l'URSS, leur allié pendant la guerre. L'attaque surprise s'étendrait de la Baltique à Dresde.

Le plan était fondé sur l'hypothèse que la Troisième Guerre mondiale commencerait le 1er juillet 1945, soit deux mois après la Fête de la victoire «alliée» en Europe. Mais ce plan a rapidement été rejeté par les chefs de l'état major, qui ont jugé que ce plan engagerait la Grande-Bretagne dans

une guerre longue et coûteuse, sans offrir la certitude que celle-ci serait victorieuse.

L'absence d'un second front montre clairement que la Grande-Bretagne et les États-Unis étaient entrés en guerre contre l'Allemagne pas dans le but de lutter contre le fascisme. Les deux pays avaient, en effet, beaucoup contribué à renforcer celle-ci avant la guerre, dans l'espoir qu'elle se lancerait dans une guerre contre l'URSS. Ils n'étaient pas entrés en guerre dans le but d'assurer la liberté et l'autodétermination des nations, mais plutôt pour préserver leurs propres intérêts impérialistes et coloniaux contre les empiétements par l'impérialisme allemand, particulièrement rapace. De toutes les puissances alliées, seule l'Union soviétique était entrée en guerre et avait continué les hostilités jusqu'à la victoire dans l'intérêt du socialisme, de la liberté et du droit des peuples opprimés et coloniaux à l'autodétermination.

### **Le "Jour J" : le second front si longtemps retardé**

Après les victoires soviétiques de Stalingrad et de Koursk, la marche inexorable de l'Armée rouge vers Berlin avait commencé. Aucune force au monde n'aurait pu l'arrêter. Une telle perspective ne pouvait qu'alerter et terrifier l'impérialisme anglo-étatsunien. Si l'Armée rouge réussissait, toute seule, à libérer le continent européen de l'occupation nazie et de la tyrannie, comme elle en était certainement capable alors, cela mettrait sûrement fin à la domination du capital. Les débarquements du "Jour J", qui, chaque année, sont l'objet de tant de commentaires absurdes, n'ont pas été organisés pour libérer l'Europe et pour vaincre les forces armées nazies. En effet, au cours des trois années précédentes, l'armée nazie avait déjà été taillée en pièces par l'Armée rouge, qui avait combattu toute seule la machine de guerre nazie et l'avait "éviscérée" («*tore its guts*»), pour utiliser l'expression propre à Churchill. Dans l'un de ses derniers messages à Staline, Churchill avait eu la franchise de reconnaître que l'honneur d'avoir mis fin au destin du militarisme allemand revenait à l'Armée rouge et à l'Union soviétique, et il avait ajouté que les

générations futures reconnaîtraient leur dette envers l'Armée rouge.

C'était donc pour sauver autant que possible l'impérialisme que l'invasion de la Normandie avait finalement été lancée par les alliés occidentaux de l'Union soviétique le 6 juin 1944. Ce jour-là, 200 000 hommes et près de 5 000 navires y avaient pris part, et 14 000 sorties des bombardiers de l'Ouest avaient été effectuées. Et malgré l'utilisation de toutes ces forces, l'Armée rouge avait été la première à atteindre Berlin et à hisser le drapeau rouge sur l'édifice du Reichstag (Parlement). Dans le cadre de ce processus, elle avait libéré l'Europe orientale, contribué à dénazifier celle-ci et aidé à établir des démocraties populaires, qui s'étaient fermement engagés dans la voie vers le socialisme. Tout cela était survenu avant que le triomphe du révisionnisme khrouchtchévien en URSS même ne renverse leur développement.

### **STALINE ET LA GRANDE GUERRE PATRIOTIQUE**

On ne peut rien écrire, on ne peut rédiger un compte-rendu sérieux et profond sur l'effort de guerre soviétique et sur sa contribution dans l'écrasement du fascisme et du militarisme allemands sans reconnaître le rôle éminemment important joué par Staline. Or c'est précisément cela que la bourgeoisie essaie de faire partout. La bourgeoisie impérialiste occidentale et la nouvelle bourgeoisie russe se sont donné la main pour réaliser une telle division du travail entre elles.

Un vieux dicton affirme que ceux qui essaient de cracher sur la lune finissent par cracher sur leur propre visage. Ceux qui essaient de minimiser le rôle de Staline et de le calomnier doivent s'attendre à ce que leurs efforts se retournent contre eux. L'histoire a en effet déjà rendu un jugement, en constatant les glorieuses réalisations de l'URSS, alors qu'elle était sous sa direction, dans tous les domaines, y compris, bien sûr, la victoire de l'Armée rouge pendant la Grande Guerre patriotique. Joukov aurait lui-même été d'accord avec cette affirmation.

Le leadership de Staline pendant la guerre a été des plus encourageants. Alors que Moscou se trouvait à la portée des canons ennemis, Staline avait refusé de quitter Moscou. Le 7 novembre 1941, avait eu lieu, comme

d'habitude sur la Place rouge, le traditionnel défilé de l'Armée rouge marquant l'anniversaire de la Révolution d'Octobre. Staline avait alors prononcé les paroles suivantes, qui avaient enthousiasmé les soldats de l'Armée rouge :

«Camarades, combattants de l'Armée rouge et de la Marine rouge, commandants et instructeurs politiques, hommes et femmes de la guérilla, le monde entier vous regarde et voit en vous les forces capables de détruire les hordes de pillards que sont les envahisseurs allemands. Les peuples asservis de l'Europe, qui sont tombés sous le joug des envahisseurs allemands, se tournent vers vous et vous considèrent comme leurs libérateurs. Une grande mission libératrice vous a été confiée. Soyez dignes de cette mission! La guerre que vous menez est une guerre de libération. C'est une guerre juste. Puissent les images viriles de nos grands ancêtres, Alexandre Nevsky, Dimitri Donskoï, Kazuma Minin, Dimitri Pojarski, Alexandre Souvorov et Mikhaïl Kutzov, vous inspirer au cours de cette guerre! Que l'étendard victorieux du grand Lénine soit votre guide!» (souligné par nous)

Bien que le mérite de la victoire revienne légitimement aux forces armées soviétiques et au peuple soviétique pour leurs efforts héroïques, aucun récit sur ces années fatidiques ne serait complet si l'on ne mentionnait pas et si l'on ne rendait pas un vibrant hommage au leader incontesté du PC(B)US, du peuple soviétique et commandant suprême des forces soviétiques, Joseph Staline. Même un renégat tel que Gorbatchev avait été obligé, à propos de la victoire soviétique lors de la seconde guerre mondiale, d'admettre ceci : «L'un des facteurs qui a contribué à l'obtention de la victoire a été la formidable volonté politique, la détermination et la persévérance, la capacité d'organiser et de discipliner les gens dont a fait preuve, au cours des années de guerre, Joseph Staline. («Rapport présenté à l'occasion de la réunion festive sur le 70ème anniversaire de la Grande Révolution d'Octobre, tenue à Moscou le 2 Novembre 1987», p. 25)

Ian Grey, écrivain bourgeois mais honnête, affirme ceci : «Les importants revers et la menace immédiate d'invasion de Moscou, qui auraient

troublé la plupart des hommes, ont eu comme effet sur Staline de renforcer sa détermination farouche de se battre. Aucun autre facteur unique n'a été plus important que celui-ci pour empêcher la désintégration du pays à ce moment-là.» (Ibid., p. 335)

«Cette victoire était vraiment la sienne [celle de Staline]. Elle n'aurait pu être remportée sans la campagne d'industrialisation socialiste et, particulièrement, sans le développement intensif de l'industrie au-delà de la Volga. La collectivisation de l'agriculture avait contribué à la victoire par la constitution, par le gouvernement, de stocks d'aliments et de matières premières pour éviter la paralysie de l'industrie et la famine dans les villes. La collectivisation de l'agriculture et la création des «Stations de tracteurs et de machines agricoles» (STM) avaient donné aux paysans leur première formation en matière d'utilisation des tracteurs et des machines de différents types.» (Ibid., p. 419)

Ian Grey cite Isaac Deutscher, qui est loin d'être favorable à Staline, et appuie l'analyse de cet auteur :

«L'agriculture collectivisée a été, pour les paysans, l'école préparatoire à la guerre mécanisée (...).»

«C'était également sa victoire parce que pendant toute la durée de la guerre, il a dirigé et assuré le contrôle de tous les secteurs d'opérations de Russie. La portée et le poids de ses responsabilités étaient extraordinaires, et, jour après jour, sans interruption, tout au long des quatre années de guerre, il a exercé le commandement direct des forces russes et le contrôle des approvisionnements, des industries de guerre ainsi que des politiques du gouvernement, y compris la politique étrangère.» (Ibid., pp. 419 - 420)

Le même écrivain affirme également ceci : «Cette victoire a été la sienne surtout parce qu'elle a été remportée grâce à son génie et à ses efforts de proportions héroïques. Le peuple russe s'était tourné vers lui pour lui demander son leadership, et il ne les avait pas déçus. Par ses discours du 3 juillet et du 6 novembre 1941, qui les avait armés de courage pour faire face aux épreuves de la guerre, et par sa présence à Moscou lors de la grande bataille en défense de la ville, il avait démontré sa volonté de vaincre. Il (...) avait renforcé leur enthousiasme et

leur détermination et leur avait donné des orientations claires et positives. Il était capable de traiter de tous les détails, de saisir la situation générale. Il considérait les leçons du passé, pensait et agissait concrètement en fonction du présent et orientait constamment les analyses et les actions vers l'avenir. (Ibid., p. 424)

Bien que fondamentalement hostile à Staline, Deutscher a néanmoins décrit le rôle de Staline pendant la guerre de la façon suivante :

«De nombreux visiteurs, qui s'étaient trouvés au Kremlin pendant la guerre, étaient étonnés de constater de combien de problèmes, grands ou petits, militaires, politiques ou diplomatiques, l'ultime décision dépendait de Staline. Il fut en fait son propre commandant en chef, son propre ministre de la défense, son propre quartier-maître, son propre ministre du ravitaillement, son propre ministre des Affaires étrangères et même son propre chef du Protocole. Le «Stavka», le G.Q.G. de l'Armée Rouge, se trouvait dans les bureaux de Staline au Kremlin. De son bureau, il fut en contact constant et direct avec les chefs sur différents fronts et surveilla et dirigea la campagne de Russie. De son bureau également, il fit exécuter cette opération étonnante qui consista dans l'évacuation de treize cent soixante usines de la Russie occidentale et de l'Ukraine vers la Volga, l'Oural et la Sibérie, une évacuation qui entraîna non seulement le déplacement de machines et d'installations, mais encore celui de millions d'ouvriers avec leurs familles. Entre ces différentes occupations, il trouva le temps de négocier avec Beaverbrook et Harriman sur les quantités d'aluminium ou le calibre des fusils et des armes anti-aériennes qui devaient être livrées à la Russie par les Alliés occidentaux, ou encore il reçut les chefs de guérillas qui venaient des territoires occupés par les Allemands et discuta avec eux de raids à exécuter des centaines de kilomètres à l'arrière des lignes ennemies. Au cœur de la bataille de Moscou, en décembre 1941, lorsque le tonnerre des canons de Hitler grondaient, menaçant, sur Moscou, il trouva assez de temps pour engager des négociations diplomatiques subtiles avec le général Sikorsky, venu pour conclure un pacte russo-polonais. Plus tard, le nombre

des visiteurs étrangers, ambassadeurs et envoyés spéciaux du monde entier s'accrut et il s'entretenait avec eux d'habitude, tard dans la nuit ou au petit matin. Après une journée remplie de rapports militaires, de décisions stratégiques, d'instructions économiques et de négociations diplomatiques, il se penchait au crépuscule sur les dernières dépêches du front ou sur un rapport confidentiel sur le moral des civils, émanant du Commissariat de l'Intérieur ou N.K.V.D. [...] Pourtant il continua, jour après jour, pendant quatre années de guerre – un prodige de patience, de ténacité et de vigilance – presque omniprésent ou presque omniscient. [...]» (Isaac Deutscher, Staline, pp. 482 et 483 de l'édition en français)

«[...] Il n'est pourtant pas douteux qu'il fut leur [des troupes soviétiques] leur véritable commandant en chef. Son commandement n'était nullement confiné à des décisions stratégiques abstraites, spécialité de certains homes politiques. L'intérêt passionné qu'il consacra à l'étude des aspects techniques de la guerre moderne, jusqu'en ses détails les plus minimes, démontre qu'il était loin d'être un dilettante. Il considérait la guerre sous l'angle de la logistique, pour utiliser un terme moderne. Assurer un nombre suffisant de réserves, acheminer des armes en quantités et proportions suffisantes, les attribuer et les transporter aux places nécessaires au moment voulu, concentrer une réserve stratégique décisive afin qu'elle soit prête pour l'intervention au moment crucial – ces opérations occupaient les neuf dixièmes de son temps.» (Ibid., p. 486)

Voici comment Deutscher décrit la parade de la victoire sur la place Rouge à la fin de la guerre :

«Le 24 juin 1945, Staline était debout sur le sommet du mausolée de Lénine et vit passer une grande parade de l'Armée Rouge, à l'occasion du quatrième anniversaire de l'attaque de Hitler. À côté de Staline se trouvait le maréchal Joukov, son adjoint, le vainqueur de Moscou, de Stalingrad et de Berlin. Les troupes qui défilaient devant lui étaient commandées par le maréchal Rokossovski. En avançant, raides, et en galopant à travers la place Rouge, les régiments d'infanterie, de cavalerie et de tanks salissaient le trottoir de boue – c'était un jour de pluie

torrentielle – et exhibaient les innombrables drapeaux et les bannières de l'armée de Hitler. Devant le mausolée, ils jetèrent les drapeaux aux pieds de Staline. Cette scène symbolique dénotait une imagination étrange [...]

«[...] Le lendemain, Staline reçut l'hommage de Moscou pour la défense de la cite en 1941. Le surlendemain, il était nommé «héros de l'Union soviétique» et promu au rang de généralissime.»

«Ce furent des jours d'un triomphe et d'une gloire qu'on n'aurait osé rêver. [...]

«Staline se trouvait dans la lumière éclatante de la reconnaissance et de la gratitude populaires. Ces sentiments étaient spontanés, sincères et non provoqués par ses propagandistes officiels. Les slogans usés d'«achèvement de l'ère stalinienne» étaient maintenant porteurs de d'un sens nouveau, non seulement pour les jeunes, mais encore pour les sceptiques et les mécontents de l'ancienne génération.» (Ibid., p. 534)

## Conclusion

La victoire de l'URSS a donc été une victoire pour l'ensemble de l'humanité progressiste. C'est pourquoi chaque anniversaire doit être considéré comme étant un jour de fête par l'humanité progressiste de tous les pays. De plus, nous ne devons jamais oublier les sacrifices consentis par les peuples du monde en général, et par le peuple de l'Union soviétique en particulier pour libérer l'humanité de la peste du fascisme hitlérien. D'autre part, nous ne devons jamais oublier de lutter pour la défense des droits et des libertés démocratiques de la classe ouvrière et les peuples opprimés, si durement gagnés. Toute complaisance à cet égard ne pourrait être payée, à l'avenir, qu'au prix de sacrifices beaucoup plus grands à l'avenir que ceux du peuple allemand et, avec lui, du reste de l'humanité, comme ce fut le cas au cours des années trente et quarante. Ceci est particulièrement important à un moment où les sombres nuages du racisme, de l'oppression nationale et des guerres déclenchées par l'impérialisme, sans parler des millions sont morts de faim chaque semaine, sont une réalité quotidienne pour des centaines de millions de personnes dans le monde entier.

La Seconde Guerre mondiale a été un produit de l'impérialisme, tout comme la première. Elle a commencé en tant que guerre inter-impérialiste entre deux groupes de bandits – le bloc anglais, français et états-unien contre le bloc allemand, italien et japonais – pour décider duquel remporterait quelle part du butin, des colonies, des marchés et des régions du globe où exporter leurs capitaux. Seule l'Union soviétique et les grandes masses de l'humanité partout dans le monde se sont battues contre le fascisme et pour le progrès de l'humanité. Plus de 60 millions de personnes ont été tuées dans cette guerre, dont les 12 millions qui ont été mis à mort dans les camps de concentration fascistes, alors que 95 autres millions de personnes sont devenues invalides. Les pertes de la seule Union soviétique ont été tout simplement colossales.

La victoire soviétique a été remportée à un coût terrible : 27 millions de citoyennes/ens soviétiques, dont 7,5 millions de soldats soviétiques, ont perdu la vie. À titre de comparaison, mentionnons le nombre de décès de soldats : celui des États-Unis s'élevant à un peu moins de 300 000, et ceux de l'Empire britannique, à 353 652, dont 224 723 de la Grande-Bretagne. À ce chiffre s'est ajoutée la mort de 60 000 civils britanniques.

En outre, un tiers du territoire et des ressources économiques de l'Union soviétique a été dévasté : 1 710 villes et 70 000 villages ont été complètement détruits, 6 millions de foyers et de bâtiments ont été démolis; 65 000 km de voies ferrées ont été partiellement ou totalement détruits ; 31 800 installations industrielles ont été complètement saccagées, 98 000 fermes collectives et fermes d'État ont été démantelées, dont le bétail, totalisant 64 millions d'animaux, a été tué ou emporté en l'Allemagne.

Tel a été le prix que l'Union soviétique socialiste a dû payer. Tel a été le prix que l'Union soviétique et que le peuple soviétique ont dû payer en raison de la tentative, par l'impérialisme, de se maintenir en vie, de prolonger ce mode de production dépassé et de la trahison du socialisme par la social-démocratie, en particulier par la social-démocratie allemande, qui a écrasé la révolution allemande en 1918, restauré le pouvoir de la bourgeoisie et a facilité

la montée du nazisme, créant ainsi un monstre, et qui a finalement dû faire face et être vaincue par l'Union soviétique.

À l'époque actuelle, où la bourgeoisie impérialiste occidentale, conjointement avec la nouvelle bourgeoisie russe, essaient de minimiser la contribution soviétique, le rôle du peuple soviétique, du Parti communiste (bolchévik) de l'Union soviétique et son dirigeant incontesté, il convient de se souvenir des batailles titanesques et de l'envergure des efforts qui furent nécessaires pour vaincre l'Allemagne hitlérienne. Les forces armées soviétiques, au cours de la Grande Guerre patriotique, ont réussi à détruire 506 divisions allemandes et 100 divisions appartenant à des satellites de l'Allemagne. À titre de comparaison, mentionnons qu'ensemble les impérialismes britannique et états-unien n'ont détruit que 176 divisions allemandes. Dans la guerre contre l'URSS, l'Allemagne a perdu 10 millions de soldats, soit trois quarts de ses effectifs tués au cours de la Seconde Guerre mondiale.

Les victoires de l'Armée rouge, qui a remporté les batailles historiques de Moscou (d'octobre 1941 à janvier 1942), de Stalingrad (d'août 1942 à février 1943), de Koursk (au printemps et à l'été de 1943) et de Berlin (au printemps de 1945) demeureront toujours en tant qu'éloquent hommage au peuple soviétique, au système socialiste, au Parti communiste (bolchévik) de l'Union soviétique et à Joseph Staline.

L'humanité entière ne manquera jamais d'exprimer sa gratitude pour la contribution de l'Union soviétique dans la défaite de l'Allemagne nazie.

À l'époque, tout le monde, y compris Churchill, avaient reconnu la colossale contribution soviétique relativement à la défaite de l'Allemagne nazie. Le 4 février 1945, à l'occasion de la Journée de l'Armée soviétique, Churchill, alors qu'il complotait contre l'Union soviétique, avait été obligé d'envoyer le message suivant : «L'Armée rouge fête son 27ème anniversaire au moment d'un triomphe, qui lui a valu les applaudissements sans fin de ses Alliés et qui a scellé le destin du militarisme allemand. Les générations futures reconnaîtront leur dette envers l'Armée rouge sans réserve, comme nous le faisons, nous qui avons survécu

cu pour pouvoir témoigner de ses splendides réalisations.»

### **Alors que l'Union soviétique n'existe plus :**

Nous voici en novembre / décembre 2010. En raison de la trahison du révisionnisme khrouchtchévien, la grande et glorieuse Union soviétique, qui a tant donné pour délivrer le monde du fléau du fascisme, n'existe plus. En raison de cette trahison, le socialisme n'existe plus sur la terre de Lénine et de Staline. Ce que les Nazis, comptant sur des millions de soldats ainsi que sur des milliers de chars et d'avions, n'ont pas pu réaliser au cours de quatre années de la guerre la plus dévastatrice menée contre le pays des Soviets, a été obtenu par les révisionnistes presque sans tirer une balle. Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, les peuples de l'ancienne Union soviétique et des démocraties populaires ont été plongés dans la pauvreté, le chômage, l'itinérance et la précarité. Depuis la disparition de l'Union soviétique, la population de la Russie subit une diminution à pic de la population de 15 millions de personnes, ce qui constitue une extinction en masse des habitants, dont le nombre est proche en envergure aux pertes subies au cours de la Seconde Guerre mondiale, et la plus grande perte de vies en temps de paix jamais connue dans aucun pays. La plus importante leçon que doit tirer le prolétariat international de ce fait c'est que le révisionnisme est son ennemi le plus mortel.

Depuis l'effondrement du régime soviétique et la désintégration de l'URSS, la bourgeoisie impérialiste et toutes sortes de réactionnaires ont triomphalement affirmé que «le marxisme est détruit».

Il n'y a rien de nouveau dans ces déclarations, qui sont aussi anciennes que le marxisme lui-même. Nous concluons cet article en répondant à ces allégations par les propos suivants de Staline, qui ne seront jamais oubliés :

«On affirme que dans certains pays de l'Occident, le marxisme a déjà été détruit. On dit qu'il a été détruit par la tendance nationaliste bourgeoise connue sous le nom de fascisme. Cela est, bien entendu, absurde. Seules les personnes qui ignorent l'histoire peuvent parler ainsi. Le marxisme est l'expression scientifique des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière. Pour détruire le marxisme il faudrait détruire la classe ouvrière. Or il est impossible de détruire la classe ouvrière. Plus de 80 ans se sont écoulés depuis le marxisme est entré dans l'arène. Depuis cette époque, des centaines de gouvernements bourgeois ont essayé de détruire le marxisme. Et ce qui s'est passé? Les gouvernements bourgeois sont venus et sont repartis, mais le marxisme est resté. De plus le marxisme a remporté une victoire complète sur un sixième du globe. D'autre part il a triomphé dans le pays même où le marxisme était considéré comme ayant été complètement détruit. Sa victoire ne peut être considérée comme un accident puisque le pays où le marxisme a obtenu une victoire complète est maintenant le seul pays au monde qui ne connaît pas de crises et de chômage, alors que dans tous les autres pays, y compris dans les pays fascistes, la crise et le chômage règnent maintenant depuis quatre années. Non, camarades, il ne s'agit pas d'un accident.»

«Oui, camarades, nos succès sont dus au fait que nous avons travaillé et

combattu sous la bannière de Marx, d'Engels, de Lénine.»

«Par conséquent, la seconde conclusion est la suivante : nous devons rester fidèles jusqu'au bout à la grande bannière de Marx, d'Engels, de Lénine» (Œuvres, tome 13, p. 386-7).

**Gloire éternelle à tous les héros qui sont tombés dans la lutte contre le fascisme!**

**Gloire éternelle à la grande et glorieuse URSS!**

**Gloire éternelle à la Grande Révolution socialiste d'Octobre!**

**Gloire éternelle au marxisme-léninisme!**

**Gloire éternelle à J V Staline!**

**À bas l'impérialisme et sa variante, le fascisme!**

### **NOTES :**

[1] Voir «The Unhistory Man», le 3 septembre 2009.

[2] Cité par R. Arun Kumar dans «Some facts about the role played by allied forces», revue «People's Democracy», 9 mai 2010.

[3] «Stalin - Man of History», Abacus, p. 344.

[4] «Marshal Zhukov's Greatest Battles», MacDonald, Londres, 1969, pp. 100-102.

[5] «Mission to Moscow», Victor Gollancz, Londres, 1942, pp. 179-184.

[6] «Collected Works» (Œuvres), tome 13, pp. 40-41 (Édition en anglais)

Texte tiré de la revue «Lalkar on line», dont l'éditeur est Harpal Brar, président du Parti communiste de Grande-Bretagne (marxiste-léniniste), dont l'adresse électronique est :

**<http://www.lalkar.org/issues/contents/nov2010/soviet.html>**

**TRADUCTION: Antonio Artuso**

### **Bulletin d'abonnement à l'«ÉDITION FRANÇAISE DE NSC»**

Nom prénom: \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville: \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_ Téléphone: \_\_\_\_\_

Tarif unique Canada et étranger : \$30,00 (6 parutions)

Chômeurs, retraités et étudiants : \$20,00

*Les règlements supérieurs à l'abonnement annuel seront considérés comme des abonnements annuels de soutien.*

Au nom de Dr Adélar Paquin ,6801 Blvd. Gouin Est, #102, Montréal Nord, Québec Canada H1G 6L2

## GEAB N°50 : Crise systémique globale: Deuxième moitié de 2011

### Extraits.

Le second semestre 2011 marquera le moment où l'ensemble des opérateurs financiers de la planète va finalement comprendre que l'Occident ne remboursera pas une partie importante des prêts réalisés au cours des deux dernières décennies. Pour LEAP/E2020, c'est en effet vers Octobre 2011, du fait du plongeon d'un grand nombre de villes et d'états américains dans des situations financières inextricables suite à la fin du financement fédéral de leurs déficits, tandis que l'Europe fera face à un besoin très important de refinancement de ses dettes (1), que cette situation explosive se dévoilera dans toute son ampleur. L'amplification médiatique de la crise européenne en matière de dettes souveraines des pays périphériques de l'Euroland aura créé le contexte porteur pour une telle explosion dont le marché américain des « Munis » (2) vient d'ailleurs de donner un avant-goût en Novembre 2010. Pourtant la simultanéité des chocs aux États-Unis et en Europe constitue une configuration très inquiétante, comparable selon notre équipe au choc « Bear Stearn » qui précéda de huit mois la faillite de Lehman Brothers et l'effondrement de Wall Street en Septembre 2008.

Dans ce communiqué public du GEAB N°50, nous avons choisi de présenter un extrait de l'anticipation sur l'explosion de la bulle des dettes publiques occidentales.

Ainsi, la crise de l'endettement public occidental s'accroît très rapidement sous la pression de quatre contraintes de plus en plus fortes :

- \* l'absence de reprise économique aux États-Unis qui étrangle l'ensemble des collectivités publiques (y compris l'état fédéral (10)) habituées ces dernières décennies à un endettement aisé et à des recettes fiscales importantes (11)

- \* l'affaiblissement structurel accéléré des États-Unis tant en matière monétaire, financière que diploma-

tique (12) qui réduit leur aptitude à attirer l'épargne mondiale (13)

- \* le tarissement mondial des sources de financement à bon marché qui précipite la crise de surendettement des pays périphériques européens (de l'Euroland comme la Grèce, l'Irlande, le Portugal l'Espagne, ... et aussi du Royaume-Uni (14)) et commence à toucher les pays-clés (USA, Allemagne, Japon (15)) dans un contexte de refinancement très important des dettes européennes en 2011

- \* la transformation de l'Euroland comme nouveau « souverain » qui élabore progressivement de nouvelles règles du jeu pour les dettes publiques du continent.

Ces quatre contraintes génèrent des phénomènes et des réactions variables selon les régions/pays.

### **Le contexte européen : le chemin du laxisme à la rigueur sera en partie payé par les investisseurs**

Du côté européen, on assiste ainsi à la transformation laborieuse, mais finalement incroyablement rapide, de la zone Euro en une sorte d'entité semi-étatique, l'Euroland. Le côté laborieux du processus ne tient pas uniquement à la faible qualité du personnel politique concerné (16) comme le martèlent à longueur d'interviews les « ancêtres » comme Helmut Schmidt, Valéry Giscard d'Estaing ou Jacques Delors. Eux-mêmes n'ayant jamais eu à faire face à une crise historique de cette ampleur, un peu de modestie leur ferait du bien.

Ce côté laborieux vient également du fait que les évolutions en cours dans la zone Euro sont d'une ampleur politique gigantesque (17) et qu'elles sont effectuées sans aucun mandat politique démocratique : cette situation tétanise les dirigeants européens qui du coup passent leur temps à nier qu'ils sont bien en train de faire ce qu'ils font, à savoir, bâtir une sorte d'entité politique qui va se doter de composantes économiques,

sociales, fiscales, ... (18) Élus avant que la crise n'éclate, ils ne savent pas que leurs électeurs (et du même coup les acteurs économiques et financiers) se satisferaient dans leur majorité d'une explication sur le cours des décisions prévues (19). Car la plupart des grandes décisions à venir sont déjà identifiables, comme nous l'analysons dans ce numéro du GEAB.

Enfin, il tient au fait que les actions de ces mêmes dirigeants sont disséquées et manipulées par les principaux médias spécialisés dans les questions économiques et financières, dont aucun n'appartient à la zone Euro, et qui tous au contraire sont ancrés dans la zone \$/£ où le renforcement de l'Euro est considéré comme une catastrophe. Ces mêmes médias contribuent très directement à brouiller encore plus le processus en cours dans l'Euroland (20).

Cependant, on peut constater que cette influence néfaste diminue puisque, entre la « crise grecque » et la « crise irlandaise », la volatilité induite sur la valeur de l'Euro s'est affaiblie. Pour notre équipe, au printemps 2011 elle deviendra un phénomène négligeable. Il ne restera donc plus que la question de la qualité du personnel politique de l'Euroland qui sera profondément renouvelé à partir de 2012 (21) ; et, plus fondamental, le problème considérable de la légitimité démocratique des formidables avancées en matière d'intégration européenne (22). Mais d'une certaine manière, on peut dire que d'ici 2012/2013, l'Euroland aura bien mis en place les mécanismes qui lui auront permis de résister au choc de la crise, même s'il lui faudra légitimer a posteriori leur existence (23).

Comparaison des rendements sur les obligations d'état à 10 ans dans l'Euroland - Source : Thomson Reuters Datastream, 16/11/2010

En la matière, ce qui va contribuer à accélérer l'explosion de la bulle des dettes publiques occidentales, et qui interviendra de manière concomitante pour son catalyseur

US, est la compréhension par les opérateurs financiers de ce qui se cache derrière le débat des « Euro-obligations » (ou E-Bonds) (24) dont on commence à parler depuis quelques semaines (25). C'est à partir de la fin 2011 (au plus tard) que le fond de ce débat va commencer à être dévoilé dans le cadre de la préparation de la pérennisation du **Fonds Européen de Stabilisation Financière** (26). Or, ce qui apparaîtra brusquement pour la majorité des investisseurs qui spéculent actuellement sur les taux exorbitants des dettes grecques, irlandaises, etc. ..., c'est que la solidarité de l'Euroland ne s'étendra pas jusqu'à eux, notamment quand se poseront les cas de l'Espagne, de l'Italie ou de la Belgique, quoiqu'en disent les dirigeants européens aujourd'hui (27).

En bref, selon LEAP/E2020 il faut s'attendre à une immense opération d'échanges de dettes souveraines (sur fond de crise globale en matière de dettes publiques) qui verra offrir des Euro-obligations garanties par l'Euroland à des taux très bas contre des titres nationaux à taux élevés avec une décote de 30% à 50% puisque, entre temps, la situation de l'ensemble du marché des dettes publiques occidentales se sera dégradée. Les dirigeants de l'Euroland nouvellement élus (28) (après 2012) seront démocratiquement très légitimes à réaliser une telle opération dont les grandes banques (y compris européennes (29)) seront les premières victimes. Il est fort probable que quelques créanciers souverains privilégiés comme la Chine, la Russie, les pays pétroliers, ... se verront proposer des traitements préférentiels. Ils ne s'en plaindront pas puisque l'opération aura notamment pour conséquence de garantir leurs importants avoirs en Euros.

#### Notes:

(1) Plus de 1.500 milliards € par an en 2011 et 2012, en incluant bien entendu le Royaume-Uni.

(2) C'est le marché des bons municipaux US (les « Munis ») qui sert

à financer les infrastructures locales de transport, de santé, d'éducation, d'assainissement, ... Il pèse près de 2.800 milliards USD.

(10) Le New York Times a mis en ligne un jeu très instructif intitulé « Vous réglez le problème budgétaire » qui permet à chaque internaute de tenter de rétablir l'état des finances publiques fédérales en fonction de ses priorités socio-économiques et politiques. N'hésitez pas à vous placer dans la peau d'un décideur de Washington et vous constaterez que seule la volonté politique manque pour régler le problème. Source : New York Times, 11/2010

(11) Sources : CNBC, 26/11/2010 ; Le Temps, 10/12/2010 ; USAToday, 30/11/2010 ; New York Times, 04/12/2010

(12) Les États-Unis finançant leurs déficits par une ponction quotidienne énorme de l'épargne mondiale disponible, la crédibilité et l'efficacité diplomatique du pays sont donc deux paramètres essentiels pour sa survie financière. Or les récentes révélations de Wikileaks sont très dommageables à la crédibilité du Département d'État, tandis que le récent échec complet des nouvelles négociations Israël-Palestine illustre une inefficacité croissante de la diplomatie américaine, déjà bien sensible lors du dernier G20 de Séoul. Voir analyse plus détaillée dans ce GEAB N°50. Sources : Spiegel, 08/12/2010 ; YahooNews, 07/12/2010 ; YahooNews, 08/12/2010

(13) Même les responsables chinois estiment que la situation fiscale américaine est nettement pire que celle de l'Euroland. Source : Reuters, 08/12/2010

(14) Islande, Irlande ... Royaume-Uni, États-Unis, c'était la suite infernale de l'insolvabilité souveraine qu'avait anticipée LEAP/E2020 il y a plus de deux ans. Le processus suit son cours à une vitesse plus lente que nous l'avions prévue mais l'année 2011 risque de s'avérer une année de « rattrapage ».

Le Royaume-Uni tente actuellement de se sauver au prix d'une formidable amputation socio-économique dont les violences étudiantes, y compris contre la famille royale (phénomène rarissime), témoignent de l'impopularité. Mais l'ampleur de son endettement, son isolement financier et le sauvetage par l'État de ses bombes bancaires (comme l'a fait l'Irlande) rendent cette fuite en avant très périlleuse, socialement, économiquement et financièrement. Quant aux États-Unis, leurs dirigeants semblent tout faire (en « ne faisant rien ») pour s'assurer que 2011 soit vraiment l'année de la « Chute du Mur Dollar » comme l'avait anticipé LEAP/E2020 en Janvier 2006.

(15) Comme le souligne Liam Halligan dans le Telegraph du 11/12/2010, cette évolution des taux ne présage rien de bon pour la dette US et traduit ce que l'équipe de LEAP/E2020 a anticipé il y a plus de deux ans déjà : nous atteignons le moment de vérité où l'épargne mondiale disponible ne suffit plus à satisfaire les besoins de l'Occident, et en particulier le besoin gargantuesque des États-Unis.

(16) Élément souligné depuis plus de quatre ans par l'équipe du GEAB.

(17) Fonds Européen de Stabilisation Financière, réglementation des hedge funds, limitation drastique des bonus bancaires, réglementation stricte des agences de notation, surveillance budgétaire, prochain renforcement de l'ensemble de la régulation financière du marché intérieur européen, première agence de notation de l'Euroland, ... Sources : European Voice, 26/10/2010 ; Deutsche Welle, 05/11/2010 ; Reuters, 13/07/2010 ; ABBL, 08/12/2010 ; BaFin, 16/11/2010

(18) Wolfgang Schauble, le ministre des Finances allemand est pour l'instant le seul homme politique à oser clairement annoncer la couleur dans sa récente interview au magazine populaire Bild, dans laquelle il indique que, d'ici dix ans, les pays de

l'Euroland auront réalisé une véritable intégration politique. Karl Lamers, son collègue en charge des affaires européennes au sein de la CDU identifie quant à lui la crise à une chance pour l'Europe et pour l'Allemagne, tout comme d'ailleurs la trop rare voix américaine de Rex Nutting dans le Wall Street Journal du 08/12/2010. Côté technocrate, le président de la BCE, Jean-Claude Trichet, appelle lui à une « fédération budgétaire » de l'Euroland. Sources : EUObserver, 13/12/2010 ; DeutschlandFunk, 09/12/2010 ; EUObserver, 01/12/2010

(19) Depuis plus d'une décennie, les opinions publiques des pays de l'Euroland sont en effet beaucoup plus « intégrationnistes » que leurs élites. Ainsi, le rejet du projet de Constitution européenne en 2005 en France et aux Pays-Bas n'aurait jamais eu lieu sans la participation d'une partie des « pro-Européens » au vote « Non ». Ils rejetaient ainsi ce qu'ils estimaient être un projet trop timide en matière politique, démocratique et sociale.

(20) Les dirigeants européens sont un peu comme la tortue de la fable de Jean de La Fontaine « Le lièvre et la tortue » ... mais dont la course serait commentée par des lièvres !

(21) A ce propos, ces futurs dirigeants politiques de l'Euroland seraient bien inspirés de s'entraîner à

apprendre au plus vite à gérer l'Euroland grâce aux deux jeux interactifs, Economia et Inflation Island, que la Banque Centrale Européenne vient de mettre à disposition du public.

(22) Comme le répète LEAP/E2020 depuis près de deux ans, l'austérité européenne n'est politiquement viable que si elle s'accompagne d'une indéniable équité fiscale et sociale et de la mise en place de grands projets démocratiques et sociaux à l'échelle de l'Euroland. C'est là que se trouve à moyen/long terme la vraie faiblesse de l'Euroland ; pas dans les dettes souveraines des pays périphériques. En guise d'illustration de cet aspect, il est utile de regarder la très intéressante série de reportages vidéos que le New York Times a réalisée au cours de l'été 2010, intitulée « The Austerity Zone: Life in the New Europe ».

(23) Au vu de l'évidente difficulté des élites américaines à comprendre les processus en cours en Europe, LEAP/E2020 souhaite apporter sa contribution au débat qui fait actuellement rage sur les c

(24) Ce seront des obligations qui seront empruntées par l'ensemble des pays de l'Euroland et par d'autres états-membres de eu qui souhaiteront s'y associer comme l'ont fait en Mai 2010 les autres pays, sauf le Royaume-Uni, pour le Fonds Européen de Stabilisation Financière.

(25) Malgré les dénégations des officiels français et allemands, ces Euro-obligations sont au menu de toutes les discussions informelles des dirigeants de l'Euroland. Source : Euroinvestor, 10/12/2010

(26) Il est probable d'ailleurs que la montée en puissance des renouvellements politiques prévus en France dès le Printemps 2012, et peut-être à cette date aussi en Allemagne, feront de ces sujets de vrais thèmes de campagne dès la fin de l'été 2011.

(27) Liam Halligan, décidément l'un des meilleurs observateurs britanniques de la crise globale, a ainsi tout-à-fait raison de souligner dans le Telegraph du 27/11/2010 qu'Angéla Merle (et bien d'autres responsables de l'Euroland) a bien l'intention de faire payer aux investisseurs une part significative de leurs paris irlandais, grecs, ... Mais cela se fera de manière organisée, selon une stratégie efficace et brutale dont les États forts ont l'habitude ; pas dans la panique, à l'occasion d'une mini-crise.

(28) Et dont nous répétons que, selon nos anticipations, ils seront probablement les dirigeants politiques les plus indépendants du lobby bancaire depuis les années 1990.

(29) Ce sera aussi un moyen organisé de réduire « manu militari » le bilan dégradé des grandes banques européennes.

Mercredi 15 Décembre 2010

---

## La guerre des terres rares

Les terres rares sont un groupe de 17 éléments chimiques métalliques, 15 d'entre eux appartenant à la famille des lanthanides. Ces éléments sont aujourd'hui omniprésentes et indispensables à de nombreuses applications industrielles électroniques, optiques et magnétiques, depuis les pots catalytiques en passant par les condensateurs, les disques durs, les moteurs électriques, les lampes LED, les écrans plats et les éoliennes.

Les aimants permanents d'une éolienne de 3 MW nécessitent ainsi l'utilisation d'une tonne de néodyme. Les ampoules fluorescentes utilisent pour leur part le terbium comme pigment. Le lanthane est utilisé dans les fibres optiques. Le cérium, lui, est utilisé dans les équipements de désulfuration à haute température, à l'instar des pots catalytiques et des centrales à charbon supercritiques chinoises. Enfin, les batteries les plus efficaces pour véhicules électriques

utilisent le dysprosium comme électrolyte.

Durant la période 1965-1985, c'est le gisement californien de Mountain Pass qui assura environ la moitié de la production mondiale de terres rares : de 10 000 à 15 000 tonnes sur 20 000 à 30 000 tonnes produites chaque année. Mais au début des années 1990, c'est la Chine qui passait en tête de la production mondiale de terres rares : plus d'un tiers des 40 000 tonnes en 1991 et

plus de la moitié des 55 000 tonnes en 1994.

En 1999, la Chine était déjà devenue (et de loin) le premier producteur mondial de terres rares (88 %), mais elle ne consommait alors que 24 % de sa production et exportait le reste. A lui seul, le gisement de terres rares de Baotou comptait pour 76 % des 111,6 millions de tonnes de réserves exploitables de base de terres rares du monde, et assurait 60 % des 75 000 tonnes de la production mondiale.

L'exploitation du gisement de Mountain Pass fut interrompue en 2002, à un moment où les cours étaient au plus bas. Deux ans plus tard, la concurrence ayant été exterminée, la Chine cessa d'inonder le marché mondial de terres rares à bas prix et commença à réduire les quotas d'exportation. Les prix remontèrent sensiblement dès 2004. Selon le *China rare earth industry report (2009)*, après un pic aux alentours de 55 000 tonnes en 2003 (sur une production de 95 000 tonnes), les exportations chinoises de terres rares ont commencé à diminuer au profit de la consommation nationale. En 2008, sur les 130 000 tonnes de terres rares que la Chine a produit, elle n'en a exporté que 30 000 tonnes ! La Chine a ainsi consommé plus des trois quarts de sa production de terres rares, et donc à peu de choses près les trois quarts de la production mondiale...

L'estimation des réserves chinoises de terres rares diffère selon les sources. Alors qu'en 2008 l'US Geological Survey estimait à 89 millions de tonnes les réserves exploitables de base de la Chine, la Chine, elle, les estimait à plus de 122 millions de tonnes, dont 106 millions de tonnes pour le seul gisement de Baotou ! Malgré un écart d'estimations pouvant sembler significatif au premier abord, il n'en reste pas moins que dans tous les cas, la plus grande partie des réserves se trouve sur le territoire chinois.

Selon l'US Geological Survey, les réserves chinoises représentent 59,3 % des réserves mondiales. De source chinoise, elles en représenteraient 66,7 % !

**« La Chine est le plus grand pays du monde en ce qui concerne les terres rares, aussi bien en tant que le plus grand producteur de terres rares, qu'en tant que plus grand consommateur et exportateur. (...) La production chinoise de terres rares a représenté 96,8 % de la production mondiale en 2008 ».**

Les plus grandes réserves hors de la Chine se situent en Amérique du nord, en Australie et en Russie.

L'impérialisme chinois ne s'est pas contenté de propulser sa production nationale au 1er rang mondial. A l'instar des USA avec le pétrole tout au long du XXème siècle, l'impérialisme chinois cherche à mettre la main sur les meilleurs gisements étrangers, afin de consolider son monopole.

Le 1er mai 2009, la China Non-Ferrous Metal Mining Co. et Lynas Corp. Ltd annonçaient avoir signé un accord d'investissement pour l'exploitation du gisement australien de Mount Weld. Au terme de cet accord, la compagnie chinoise apportait 184 millions de \$ et obtenait 51,7 % des parts de la joint-venture.

Une transaction d'une importance majeure, qui assurait au nouvel actionnaire majoritaire un contrôle de l'exploitation du gisement. Or le gisement de Mount Weld possède des réserves exploitables de base estimées à 37,7 millions de tonnes, c'est donc le second gisement du monde, après celui de Baotou et devant celui de Mountain Pass (30,0 millions de tonnes).

Mais pour être valide, l'investissement devait passer le filtre de l'Australia's Foreign Investment Review Board (FIRB). Le 8 juillet 2009, la FIRB demandait au monopole chinois de faire une autre proposition et de réduire ses parts dans la co-entreprise, promettant de rendre une réponse le mois suivant. Celle-ci fut à nouveau négative. Finalement,

le 25 septembre 2009, le monopole chinois jetait l'éponge et abandonnait le projet, face à la FIRB « qui exprimait de plus en plus de requêtes » et refusait surtout que le monopole chinois soit l'actionnaire majoritaire.

Nous ne prenons pas beaucoup de risques en affirmant que les pays impérialistes en déclin sont certainement intervenus dans les coulisses de cette affaire afin d'éviter que l'impérialisme chinois ne remporte le pactole ! Ce n'est certainement pas un hasard si le partenaire retenu est finalement Rhodia (dont l'investissement à Mount Weld dépassera 200 millions de \$), et si des contrats d'approvisionnement ont déjà été signés avec l'Europe, les USA et le Japon !

C'est dans ce contexte et après s'être vu opposer deux fins de non recevoir, qu'à la mi-août 2009, la Chine aurait commencé à sous-entendre qu'elle pourrait interdire dès 2010 l'exportation de cinq terres rares, dont le terbium. Des représailles ? Notons que selon l'IAGS, dont nous parlerons un peu plus loin, cette interdiction est une rumeur dont la provenance n'est pas certaine. Le Think-tank américain évoque soit un « ballon d'essai » du gouvernement chinois (visant à montrer que c'est désormais lui qui a les cartes en main), soit « une histoire sortie par la presse occidentale » destinée à tirer la sonnette d'alarme face à la baisse continue des quotas d'exportation chinois, une manière de mobiliser pour recréer une filière terre rare alternative à celle de la Chine...

Il est indéniable que durant la période 2004-2009, la Chine avait déjà réduit ses quotas d'exportation de terres rares de 60 000 à 35 000 tonnes. Mais il faut ajouter à ces exportations régulières la contrebande de terres rares, sorties illégalement du pays, et représentant autour de 20 000 tonnes selon le *China Business News* (CBN). A la fin de l'été 2009, le gouvernement chinois annonçait préparer des mesures visant à lutter contre cette contrebande. Parmi ces

mesures, la restructuration du secteur visant à faire passer d'une centaine à une vingtaine le nombre des entreprises exploitant ces terres rares, une mesure essentielle pour « mieux contrôler les volumes des exportations ».

C'est dans ce contexte qu'à l'automne 2009, la presse bourgeoise occidentale commença à se déchaîner, consciente que les pays impérialistes en déclin étaient tout droit tombés dans le piège tendu par leur concurrent ! Les médias bourgeois des pays impérialistes en déclin tiraient alors « Les terres rares, ces métaux verts tant convoités », « La Chine monopolise les terres rares », « Tempête sur les terres rares : l'économie verte en danger », « L'étai se resserre, nous sommes pris à la gorge », ou même « La guerre des terres rares démarre ».

« La Chine fait trembler l'Occident en laissant entendre qu'elle pourrait limiter ses exportations de terres rares. Ces métaux devenus aussi indispensables à notre univers high tech sont presque tous produits dans l'empire du milieu, en Mongolie intérieure ».

Nullement ému par cette campagne, l'impérialisme chinois continua à annoncer de nouvelles mesures très désagréables à l'oreille de ses concurrents. Au début de l'année 2010, le gouvernement chinois annonça ainsi la création d'un plan de réserves stratégiques de terres rares sur le gisement de Baotou. Un gisement qui représente aujourd'hui à lui seul 46 % de l'approvisionnement mondial en terres rares ! Dans la foulée, il annonça également le début d'une campagne destinée à combattre l'exploitation illégale des terres rares « dans le but de protéger ses ressources de valeur ». Chaque zone minière se verra attribuer un contrôleur dont les coordonnées seront communiquées au public tandis que les fraudeurs seront sanctionnés.

Quelques semaines après le lancement de cette campagne, les douanes chinoises annonçaient l'arrestation de sept suspects impliqués

dans la contrebande de près de 4 200 tonnes de terres rares.

Si l'impérialisme américain a longtemps cherché à faire pression sur des concurrents en brandissant la menace d'une coupure d'approvisionnement en pétrole, l'impérialisme chinois semble aujourd'hui prendre sa revanche dans un domaine tout aussi stratégique. Il ne s'en cache d'ailleurs pas. Sur le site de Baotou, on peut ainsi lire qu'en 1992, le président chinois Deng Xiaoping déclarait :

**« Le Moyen-Orient a le pétrole ; la Chine a les terres rares ».**

La même année, le Conseil d'État approuvait l'établissement de la zone de développement industrielle de haute technologie des terres rares de Baotou. En 1999, au cours d'une visite à Baotou, le président Jiang Zemin écrivait :

**« Améliorez le développement et les applications relatives aux terres rares et changez l'avantage de ressource en supériorité économique ».**

Par la suite, Jiang Zemin a réaffirmé « l'importance stratégique de développer l'industrie chinoise des terres rares ».

Les pays impérialistes en déclin jugent aujourd'hui comme illégitime le fait que la Chine réduise ses exportations de ces matières premières stratégiques. Hélas pour eux, les législations qu'ils ont mis en place pour contenir le développement économique des pays dépendants se retournent aujourd'hui encore une fois contre eux. Impossible pour eux d'espérer obtenir quoique ce soit en déposant une plainte à l'OMC, puisque les règles de cette dernière encadrent essentiellement l'ouverture des marchés à l'égard des importations de marchandises ! Il est vrai qu'il est rare qu'un pays bourgeois crée lui-même des entraves à ses propres exportations !

Ces pays impérialistes, qui aujourd'hui se plaignent de subir un quasi-embargo sur les terres rares, à commencer par les USA, sont les mêmes pays qui ont toujours jugé

comme parfaitement légitimes les restrictions à l'exportation vers la Chine qu'ils ont dressé concernant de nombreuses marchandises de hautes technologies...

Mais ces restrictions sont à double tranchant : si elles ont bien permis de ralentir le rattrapage technologique de la Chine, elles l'ont renforcé dans sa détermination à rattraper par ses propres moyens la concurrence ! Ainsi, le fait que la Chine ait décidé de développer son propre réseau de positionnement satellitaire n'est certainement pas étranger au fait que les pays impérialistes d'Occident ne lui aient pas permis de prendre une part plus active dans le projet Galileo. Comme le soulignait il y a trois ans la Responsable du programme Espace de l'IFRI, en charge du dossier Galileo, malgré un accord-cadre initial très ambitieux signé en 2003,

« Ce contrat a dû être révisé à la baisse car si la Chine devait fournir à hauteur de 200 millions de matériels, cela impliquait des transferts de technologies de la part de l'UE. Des transferts impossibles en raison de l'embargo qui frappe la Chine. La participation de la Chine est alors passée de 200 à 65 millions ».

Encore une fois, les pays impérialistes en déclin sont donc de bien mauvais donneurs de leçons... Leur conception du libre-échange n'est pas moins à géométrie variable que celle défendue par l'impérialisme chinois !

Indéniablement, si l'impérialisme chinois a durci sa politique d'exportation des terres rares peu de temps après avoir éliminé la concurrence, c'est pour forcer l'embargo économique entourant les industries de haute technologie. Les pays impérialistes en déclin ont fini par comprendre le pot aux roses, mais trop tard pour eux ! En effet,

« Au cours des prochaines années, les quotas vont se réduire et à moins d'avoir accès aux ressources ailleurs qu'en Chine, de plus en plus de compagnies vont devoir se délo-

caliser en Chine pour assurer leur approvisionnement ».

Une tactique astucieuse qui s'est déjà révélée payante et qui a réellement pris au dépourvu les pays impérialistes en déclin. Cette conclusion est partagée par *Challenges* et bien d'autres analystes bourgeois d'occident, à l'instar de ceux du Think-tank américain IAGS (Institute for the Analysis of Global Security). Créée en 2002, cette organisation a pour objectif premier l'étude de la « sécurité énergétique » des USA, en lien notamment avec « les implications de la croissance de la demande énergétique chinoise ». L'IAGS a pour habitude de « collaborer avec le Ministère américain de l'Énergie et le Ministère américain de la Défense sur divers projets ». Elle publie des articles dans les grands journaux et ses experts sont fréquemment invités sur les principales chaînes de télévision et radios du pays. Elle possède enfin sa propre publication, le *Journal of Energy Security*.

Au début de l'année 2010, dans son *Journal of Energy Security*, l'IAGS publiait un article intitulé « La bataille des terres rares ».

Dans cet article, l'IAGS s'inquiétait de voir les exportations chinoises de terres rares se réduire dangereusement sous le double effet d'une réduction de la production – que le gouvernement chinois justifie astucieusement à l'aide d'arguments écologiques –, et d'une explosion de la demande induite par le gigantesque plan éolien chinois qui « **aura probablement un impact dramatique sur l'approvisionnement en néodyme** », ce dernier étant indispensable à la construction de moteurs électriques performants. Cette inquiétude n'est pas exagérée quand on sait que les aimants permanents au néodyme et au praséodyme représentent aujourd'hui à eux seuls près du quart de la consommation mondiale de terres rares.

L'IAGS rapportait ensuite que c'est le Congrès américain qui, au début de l'année 2009, avait demandé « **une revue complète de la dépen-**

**dance américaine aux terres rares pour les applications militaires** ».

Le résultat de cette revue fut, on s'en doute, un véritable choc pour l'impérialisme américain qui découvrit subitement que l'approvisionnement de toute son industrie, et en particulier de son complexe militaro-industriel dépendait... du bon vouloir de son plus redoutable concurrent ! Que ce soit pour la fabrication des aimants permanents des moteurs et des générateurs électriques, des lasers, des senseurs infrarouge, des équipements de vision nocturne, des équipements de détection radar et sonar ou pour les systèmes de guidage de ses missiles, l'impérialisme américain avait contracté – sans même s'en rendre compte – une dépendance majeure vis-à-vis de l'impérialisme chinois !... Selon l'IAGS, il est évident que

**« L'industrie occidentale, tant civile que militaire, pourrait être paralysée par un approvisionnement insuffisant ou inexistant à un moment où il n'existe aucun fournisseur autre que la Chine. (...) C'est une vérité incroyable et vraiment inconfortable. (...) Une rupture de l'approvisionnement en terres rares (...) signifierait que les progrès technologiques stagneraient ou s'arrêteraient en tout ce qui concerne la production d'énergies alternatives et les utilisations où ces métaux sont critiques. (...) Pour être clair, la sécurité de la chaîne d'approvisionnement des USA en terres rares, et leur disponibilité, doit être au centre de toutes les actions qui seront entreprises. (...) Les décideurs américains devraient considérer toutes les options, y compris des primes gouvernementales si nécessaire, afin de revenir à un approvisionnement national capable de satisfaire au minimum les exigences de la défense nationale américaine ».**

Les 17 et 18 mars 2010, l'IAGS organisait à Washington une conférence intitulée « Technology and Rare Earth Metals for National Security and Clean Energy Policy » afin d'enfoncer le clou et de bien faire prendre conscience à l'impérialisme

américain que remettre en état une filière industrielle nationale complète des terres rares est pour lui un impératif stratégique, s'il veut ne plus avoir à craindre que son principal concurrent ne lui coupe le robinet des terres rares !

Une entreprise, simple en apparence, mais qui s'annonce en fait comme un parcours semé d'embûches...

Selon un document récent publié par Lynas, le premier gros gisement de terres rares à entrer en exploitation hors de Chine sera celui de Mount Weld. Son exploitation ne débutera cependant qu'en 2011, et aura une capacité de production initiale de 11 000 tonnes par an. Ce n'est qu'en 2012, avec l'achèvement de la dernière phase du projet, que le gisement atteindra sa capacité de production nominale, soit 22 000 tonnes par an. Pour les pays impérialistes en déclin, il ne s'agira donc pas de concurrencer la production chinoise, mais seulement d'assurer que leur chaîne d'approvisionnement ne courre pas le risque d'être complètement coupée au cours des prochaines années ! En 2014, dans le meilleur des cas, c'est-à-dire si le calendrier de mise en exploitation des gisements de Mountain Pass et de Mount Weld ne connaît pas de retard, ces deux gisements seront en mesure de produire 42 000 tonnes de terres rares par an. S'y ajouteront autour de 18 000 tonnes provenant du recyclage et de petits gisements en Russie, en Inde et au Vietnam.

Ces 60 000 tonnes à l'horizon 2014 semblent malgré tout bien insuffisantes, car représentant à peine la moitié de la production chinoise actuelle, dans un contexte où l'éolien, grand consommateur d'aimants permanents au néodyme, a le vent en poupe ! Lynas met en garde à propos d'une « **pénurie minérale** » « **pendant au moins les cinq à dix ans à venir** ». Parlant de Mount Weld et de Mountain Pass, Lynas prévient qu'« **il n'y a pas suffisamment de projets bien avancés en cours** » pour ré-

pondre à la croissance attendue de la demande en terres rares.

Même pour l'impérialisme américain, indéniablement privilégié par rapport aux autres pays impérialistes en déclin qui ne disposent pas de gisements de terres rares conséquents sur leur propre sol, la relance de l'exploitation du gisement de Mountain Pass, prévue pour 2012 par l'exploitant Molycorp, ne solutionnera qu'une partie du problème. En effet, « la production de la mine californienne ne concerne que 4 des 17 oxydes de terres rares, cérium, lanthane, praséodyme et néodyme » :

**« Il faudrait une quinzaine d'années pour reconstruire une filiale terres rares aux États-Unis a conclu un rapport du Government Accountability Office, qui vient d'être présenté devant le Sénat et la Chambre des Représentants ».**

Les monopoles des pays impérialistes en déclin doivent donc s'attendre à devoir se battre entre eux pour s'approvisionner en terres rares au cours des prochaines années, et les prix risquent de flamber ! Un handicap supplémentaire face aux monopoles chinois qui eux, auront accès à une production nationale abondante, diversifiée et bien meilleur marché !

Une perspective d'autant plus problématique que quelques mois avant l'ouverture du front des terres rares, les spécialistes du secteur soulignaient que l'industrie chinoise des terres rares avait « développé un énorme avantage concurrentiel » au cours des dernières années, non seulement en raison « de coûts de production très bas » permettant au « prix de vente des terres rares chinoises » d'être « inférieur au coût de production d'entreprises étrangères », mais également en raison de la maturité de l'industrie chinoise des terres rares qui, « tant par le niveau techno-

logique que la qualité des produits a atteint ou même surpassé celui des autres pays ». Pour ces experts, la Chine possède aujourd'hui « **une domination absolue sur l'approvisionnement du monde en terres rares et cette position restera inchangée pendant une période considérablement longue** ».

Pour ne rien arranger, l'exploitation des terres rares hors de Chine se heurte parfois à la présence d'éléments radioactifs comme le thorium, qui rendent l'exploitation plus complexe et donc plus coûteuse.

A la fin du printemps, l'aciériste sud-coréen Posco et Korea Resources Corp acquièrent 60 % du capital d'une petite entreprise chinoise de terres rares, Yongxin Rare Earth Metal Co, pour un montant de près de 60 millions de yuans, leur permettant « d'acheter des quotas d'exportation de terres rares ».

Quelques semaines plus tard, le ministère chinois du Commerce annonçait la réduction de 72 % des quotas d'exportation de terres rares, les faisant passer de 28 400 tonnes à un peu moins de 8 000 tonnes, sous le prétexte que les entreprises chinoises du secteur s'étaient rendues compte ne pas en avoir « retiré les bénéfices légitimes » et vouloir « s'assurer que les ressources seront utilisées de manière optimale ». Une confirmation du fait que la Chine compte bien profiter de sa position de monopole dans le secteur pour servir ses intérêts stratégiques...

Là encore, dans les "industries vertes" comme dans l'ensemble des branches d'industrie, les perspectives ne sont guère brillantes pour les pays impérialistes en déclin.

En revanche, l'impérialisme chinois peut encore voir l'avenir sereinement grâce à sa production bien rôdée, à ses confortables réserves de ces éléments stratégiques, sans

compter le fait que de larges parties du territoire chinois restent encore à prospecter, avec à la clef la découverte possible d'autres importants gisements de métaux rares de toute sorte. Sur ce plan, l'impérialisme chinois bénéficie indéniablement d'avantages géologiques uniques au monde conférés par ses vastes chaînes montagneuses et plateaux de haute altitude.

Pour terminer sur ce sujet, nous reproduisons les appréciations très réalistes formulées par le renommé institut IHS Global Insight, cabinet américain de consulting et d'évaluation des risques en matière d'investissements, au sujet de la signification et de la portée de cette guerre des terres rares :

« La Chine est désormais en position de force dans les échanges commerciaux, et la crise économique internationale n'a fait que renforcer cette tendance. Il y a un an, la plupart des économistes prévoyaient que la Chine serait, en raison de sa dépendance aux exportations, le pays le plus touché par cette crise. Non seulement ils se sont trompés mais en plus la Chine peut désormais se permettre de dire non aux grandes puissances. (...) D'une certaine manière, des exemples comme celui de l'exportation des terres rares indiquent la nouvelle nature des relations avec la Chine. Une Chine plus sûre d'elle-même et de sa puissance, qui se retrouve en position de force, quels que soient ses interlocuteurs. A l'avenir, il sera non seulement de plus en plus difficile de dire non à la Chine, mais il sera également de plus en plus difficile de la forcer à s'adapter aux standards et à la volonté des pays occidentaux ».

Texte tiré du livre «Le réveil du dragon » de Vincent Gouysse.

# The Economic Collapse

## États-Unis

### Il est maintenant mathématiquement impossible que les États-Unis remboursent leur dette publique

Ces jours-ci beaucoup de gens sont très préoccupés par la rapidité de la croissance de la dette publique des États-Unis et exigent une solution. Ce qu'ils ne réalisent pas c'est qu'il n'y a pas vraiment de solution dans le cadre du système financier actuel. Il est maintenant mathématiquement impossible pour le gouvernement de rembourser sa dette publique. En fait, la vérité est que le gouvernement des é-u doit plus de dollars qu'il n'en existent. S'il devait aujourd'hui aller chercher le dernier centime de chaque banque, entreprise et contribuable dans le pays, il n'arriverait pas à payer la dette publique. Aussi, s'il faisait cela, il est évident que la société étasunienne s'arrêterait de fonctionner faute d'argent pour acheter ou vendre quoi que ce soit, et le gouvernement des é-u resterait quand même massivement endetté.

Donc pourquoi le gouvernement des é-u ne se sert-il pas de la planche à billets pour imprimer tout l'argent qu'il lui faut?

La raison est très simple.

Ce n'est pas ainsi que fonctionne notre système.

Voyez-vous, pour que de nouveaux dollars puissent entrer en circulation dans le système, le gouvernement est obligé de s'endetter davantage.

Le gouvernement n'émet pas la monnaie – c'est le rôle de la Réserve fédérale.

La Réserve fédérale est une banque privée, elle appartient à un très puissant groupe de banquiers internationaux.

Si vous sortez un billet d'un dollar et que vous le regardez, vous verrez qu'il y a marqué tout en haut «Banque de la Réserve fédérale».

Il appartient à la Réserve fédérale.

Sous notre système actuel, le gouvernement ne peut simplement pas créer de la monnaie quand il le veut. Il est obligé de l'obtenir de la Réserve fédérale.

Ainsi, quand le gouvernement a besoin d'emprunter plus d'argent (ce

qui est souvent le cas ces temps-ci) il tourne vers la Réserve fédérale et lui demande quelques morceaux de papier vert appelés Notes de la Réserve fédérale.

La Réserve fédérale alors échange ces papiers verts contre des papiers roses nommés Obligations du Trésor des États-Unis. La Réserve fédérale peut soit vendre ces obligations, soit les garder (ce qui est souvent le cas ces temps-ci).

C'est ainsi que le gouvernement des é-u obtient de morceaux de papier «dollars» pour les mettre en circulation. Mais en faisant cela le gouvernement des É-U s'enfonce encore davantage dans la dette et doit encore plus d'intérêts sur la somme, la dette publique accroît et les intérêts sur cette dette deviennent encore plus grands.

Commencez-vous à saisir le fonctionnement?

Alors que vous lisez ceci, la dette publique des é-u est approximativement \$12 Billions (\$12\*10<sup>12</sup>) de dollars, mais elle augmente si rapidement qu'il est difficile de donner un montant précis à un moment donné.

Alors, combien d'argent existe-t-il actuellement aux États-Unis aujourd'hui?

Il y a plusieurs manières de mesurer cela.

La dénomination «M0» la monnaie fiduciaire, est le total de tous les billets de banque, de pièces de monnaie, plus l'argent disponible dans les coffres des banques et tous les dépôts que ces banques possèdent aux banques centrales. Au milieu de 2009 la Réserve fédérale avait évalué que ce montant s'élevait à \$908 Mds (\$908\*10<sup>9</sup>).

La dénomination «M1» inclue toute la monnaie fiduciaire «M0» à laquelle s'ajoute tout l'argent détenu dans les comptes chèques et autres comptes bancaires similaires, ainsi que tout l'argent représenté par des chèques de voyage (traveller's checks). Selon la Réserve fédérale cette somme en décembre de 2009, était de \$1,7

billions (\$1,7\*10<sup>12</sup>), mais tout cet argent «n'existait pas réellement», comme nous verrons plus loin.

La dénomination «M2» comprend tout ce qu'il y a dans «M1» plus les comptes d'épargne, les comptes de fonds de mutualités du marché monétaire et les dépôts de petite désignation (Certificats de Dépôt de moins de \$100.000). Selon la Réserve fédérale en décembre 2009 cela atteignait la somme de \$8,5 billions (\$8,5\*10<sup>12</sup>), mais une fois encore tout cet argent «n'existait pas réellement», comme nous verrons plus loin.

Le «M3» comprend tout ce qu'il y a dans «M2» plus tous les certificats de dépôt (dépôt à long terme et bilans des fonds mutualistes institutionnels sur le marché monétaire), dépôts d'eurodollars et accords de rachat. La Réserve fédérale ne suit plus le M3, mais selon ShadowStats.com cela se situe dans les environs de 14 billions (\$14\*10<sup>12</sup>) de dollars. Mais une fois de plus tout cet «argent» «n'existait pas réellement» non plus.

Donc pourquoi n'existe-t-il pas?

C'est parce que notre système financier est basé sur ce qu'on appelle le système bancaire de réserves fractionnelles.

Quand vous allez à votre banque locale et que vous y déposez \$100, elle ne garde pas vos \$100. Ou plutôt, elle ne garde qu'une petite fraction de votre argent et le reste est prêté à quelqu'un d'autre. Puis si la personne dépose cet argent à la même banque, celle-ci peut prêter la plupart de cet argent une fois de plus. De cette façon, cet «argent» est rapidement multiplié. Mais en réalité, il n'y a que \$100 qui existent réellement. Le système fonctionne parce que nous n'allons pas tous à la banque exiger notre argent au même moment.

Selon la Banque de réserve fédérale de New York, le système de réserve fractionnelle peut être expliqué ainsi.

«Si la couverture requise est de 10%, et qu'une banque, par exemple, reçoit un dépôt de \$100 elle peut prêter

\$90 de cette somme. Si l'emprunteur fait un chèque à quelqu'un et celui-ci dépose \$90 dollars à une banque, celle-ci peut prêter \$81. Au fur et à mesure que ce processus se répète, le système bancaire permet au dépôt initial de \$100 d'arriver à un maximum de \$1000 ( $\$100 + \$90 + \$81 + \$72,90 + \dots = \$1.000$ ).

Aujourd'hui c'est autant «l'agent» en circulation qui à la base est composé de vent.

En fait, la plupart des banques n'ont pas d'obligation de couverture sur les dépôts d'épargne, les certificats de dépôts et certaines formes de comptes sur le marché monétaire. Principalement ces obligations de couverture s'appliquent seulement sur les «dépôts de transaction» – essentiellement les comptes chèques.

La vérité est que les banques sont aujourd'hui plus libres que jamais de «multiplier» les montants qui leur sont déposés. Mais cet argent «multiplié» n'existe que sur papier – il n'existe pas vraiment.

Le fait est que les plus larges estimations de (M2 et M3) surévaluent largement la quantité de «monnaie réelle» existante dans le système.

Ainsi donc si le gouvernement des é-u exigeait chaque dollar de chaque banque, entreprise et particulier aux États-Unis, il ne serait pas en mesure de collecter 14 billions de dollars (M3) ni même 8,5 billions de dollars (M2) parce que ces montants sont basés sur le système bancaire des réserves fractionnelles.

En conclusion....

# 1. Si toute la monnaie appartenant à toutes les banques étasuniennes, entreprises et individus était aujourd'hui amassée et envoyé au gouvernement, cela ne suffirait pas pour régler la dette publique des États-Unis.

# 2. La seule façon de créer plus de monnaie est de plonger encore plus dans la dette, ce qui aggrave le problème.

Voyez-vous, c'est ce à quoi le Système de la Réserve fédérale était destiné. Il était fait pour drainer lentement la richesse massive du peuple des États-Unis et de la transférer à une élite de banquiers internationaux.

Ce jeu à été fait pour que le gouvernement étasunien ne puisse pas gagner. Dès que la monnaie est créée à

travers un emprunt, il doit plus que ce qui a été créé à cause des intérêts.

Si vous devez plus d'argent que ce qui a été créé, vous ne pourrez jamais le rembourser.

Cela signifie: endettement perpétuel tant que le système existe.

C'est un système désigné à forcer le gouvernement à un endettement en constante augmentation parce qu'il n'y a pas moyen d'y échapper.

Nous pourrions résoudre ce problème en fermant la Réserve fédérale et en rétablissant le pouvoir de frapper monnaie au Congrès (c'est ce qui est prévu par la Constitution des États-Unis). Mais les politiciens à Washington D.C. n'y sont pas disposés à le faire.

Par conséquent, à moins que vous ayez la volonté de changer fondamentalement le système, autant que vous vous arrêtiez de vous plaindre de la dette publique, parce que maintenant elle est matériellement impossible de la régler.

Il a été suggéré que le même dollar puisse être utilisé pour payer des dettes encore et encore – cela est théoriquement vrai tant que le dollar reste dans le système.

Par exemple, si le gouvernement des États-Unis verse un dollar à la Chine pour payer une dette, il a de bonnes chances d'acquiescer de nouveau ce même dollar et de l'utiliser pour régler une autre dette.

Cela n'est pas vrai quand la dette est réglée à la Réserve fédérale. Dans ce cas, l'argent est en fait retiré de la circulation, du système. En fait à cause du «multiplicateur de la monnaie», quand une dette est réglée auprès de la Réserve fédérale, elle peut diminuer de dix fois le montant (et en effet plus, mais ne devenons pas trop techniques) dans le système.

Voyez-vous le système de réserves fractionnelles fonctionne dans les deux sens. Quand \$100 est introduit dans le système, cela peut théoriquement créer \$1000 comme il est expliqué plus haut. Mais quand \$100 est retiré, il peut avoir l'impact opposé.

Et considérant que la Réserve fédérale «a acheté» la vaste majorité des nouvelles dettes du gouvernement des é-u l'année dernière, nous sommes vraiment dans le pétrin.

Même si nous trouvons une façon de payer ce que nous devons aux pays

étrangers (tels que la Chine, le Japon, etc.) il serait toujours mathématiquement impossible de payer la dette que nous avons envers la Réserve fédérale et qui explose si rapidement qu'il est difficile de la suivre.

Bien entendu nous pourrions répudier cette dette et fermer la Réserve fédérale, mais très peu à Washington D.C. sont intéressés par cette solution.

Il a aussi été suggéré qu'au-lieu de se servir de dollars pour régler la dette publique nous utilisions les actifs du gouvernement à cette fin.

Cela serait plutôt extrémiste, mais considérons-le pour un instant.

La valeur totale des actifs physiques des États-Unis, aussi-bien publics que privés, se situent quelque part entre \$45 et \$50 Billions. Évidemment l'idée que le gouvernement puisse «posséder» tous les actifs du peuple étasunien, est répugnant à notre manière de vivre, mais supposons cela un instant.

Selon le Rapport financier du gouvernement des États-Unis de 2008, - un document officiel -, le passif total du gouvernement, y compris les futurs règlements de sécurité sociale et de l'assurance maladie qu'il s'est engagé à payer, dépassent le 65 Billions de dollars. Ce montant est supérieur au PIB du monde entier.

En fait, d'autres auteurs ont écrit que le chiffre réel du passif à venir du gouvernement est bien supérieur, mais limitons-nous, pour le moment, à \$65 billions.

Ainsi, si le gouvernement devait prendre le contrôle de tous les actifs physiques du pays et les vendait, cela n'aurait même pas suffi à payer ce qu'il doit à l'heure actuelle.

Aïe!

Si vous n'avez pas lu le Rapport financier de 2008, vous devez vraiment le faire. En effet le rapport de 2009 devrait être disponible très bientôt, s'il ne l'était pas déjà [...]

La vérité est que le gouvernement se trouve dans une situation bien plus grave que ce qu'on nous fait croire.

Par exemple, selon le rapport (qui souvenez-vous est un rapport gouvernemental) le vrai déficit budgétaire pour 2008 n'était pas de \$455 Mds ( $\$455 * 10^9$ ) mais en fait de \$5,1 billions ( $\$5,1 * 10^{12}$ ).

Comment expliquer la différence?

Le chiffre de \$455 Mds du CBO\* est basé sur le système de comptabilité Cash, alors que le chiffre de \$5,1 Billions du Rapport financier de 2008 est basé sur le système de comptabilité GAAP. La comptabilité GAAP est celle utilisée par toutes les entreprises principales de Wall Street et est sensée

représenter beaucoup plus exactement la réalité financière.

Inutile de dire que les États-Unis sont dans un pétrin d'une magnitude sans précédent.

Alors, que devons-nous faire?

Quelqu'un aurait-il des suggestions?

Note de traduction

CBO, Congressional Budget Office — Bureau du Budget du Congrès. [Economic Collapse]

BIP n° 135

[Traduction Alexandre MOUM-BARIS]

## Sciences et éducation: la grande offensive chinoise

Extraits du chapitre « Science et éducation » du livre de Vincent Gouysse: « LE RÉVEIL DU DRAGON. »

La proportion des jeunes chinois accédant à l'enseignement secondaire et supérieure s'est élevée rapidement, en particulier au cours de la dernière décennie.

En moins de deux décennies, la Chine arriérée sur le plan de l'enseignement supérieur est devenue le pays possédant le plus grand nombre d'étudiants au monde. Mais l'aspect quantitatif ne suffit pas à refléter la supériorité de l'enseignement supérieur chinois sur celui des pays impérialistes en déclin. La tertiarisation de l'économie des pays impérialistes en déclin a en effet son miroir dans leur enseignement.

Ce qu'il faut retenir, c'est qu'à peine 0,22 million d'étudiants des universités françaises suivaient un cursus scientifique (sciences de l'ingénierie, de la nature et de la vie), soit 18 % de l'effectif universitaire.

Au contraire, sur les 20,2 millions d'étudiants que comptait l'enseignement supérieur chinois en 2008, seulement 49 % avaient choisi un cursus étranger aux sciences techniques, naturelles, de la vie et de la santé. C'étaient plus de 8,43 millions d'étudiants qui suivaient un cursus scientifique (sciences de l'ingénierie, de la nature et de la vie), soit près de 42 % de l'effectif global.

**Mais au-delà de l'aspect quantitatif**, il y a également un problème qualitatif. Dans les pays impérialistes en déclin, les universités forment plus de futurs commerciaux et managers que de futurs scientifiques !

« Dans le monde occidental, à l'instar de toutes les filières scientifiques, les mathématiques séduisent de moins en moins. Une tendance d'autant plus préoccupante que les dix pro-

chaines années verront des départs en retraite massifs dans la communauté des mathématiciens français. Des pays émergents, singulièrement l'Inde et la Chine, connaissent une tendance inverse : les carrières scientifiques y jouissent d'un prestige croissant »

A la vue de l'ensemble de ces facteurs (premier effectif mondial d'étudiants, réserve de croissance importante, proportion élevée des cursus scientifiques), il est donc évident que le potentiel d'innovation de la Chine commence à peine à être exploité et possède encore de très grandes réserves, tant quantitatives que qualitatives.

En effet, beaucoup de chercheurs chinois étant de jeunes diplômés, ils manquent encore d'expérience, alors que dans le même temps, ceux des pays impérialistes en déclin voient leurs effectifs stagner ou diminuer.

De plus, comme le soulignait récemment Wang Zhizhen, vice-président du Comité national de la CCPPC et membre de l'Académie des Sciences Chinoise (CAS), « le taux de transfert des résultats scientifiques et technologiques en Chine est d'environ 25 % », alors que ce taux avoisine les 80 % dans les « pays développés ». 486 L'impérialisme chinois a donc une marge importante pour perfectionner la liaison entre son secteur de la recherche et l'application de ses résultats à l'industrie.

Pour l'impérialisme chinois, le cumul de l'ensemble de ces réserves est un atout indéniable pour concrétiser rapidement son rêve de voir les produits « made in China » être également « **created in China** » !

**Une perspective qui a déjà commencé à se concrétiser, même** si l'impérialisme chinois n'est pas encore le n°1 mondial dans ce domaine, ce qui ne serait cependant prendre encore beaucoup de temps...

L'essor des publications scientifiques chinoises nous en fournit une première illustration. Comme le soulignait *Le Figaro* dans un article intitulé « L'irrésistible ascension de la recherche chinoise », le nombre des publications chinoises dans le domaine de la chimie et des technologies dépasse déjà celui des USA.

« La montée en puissance de la recherche chinoise a frappé tous les observateurs depuis plusieurs années. Mais le phénomène ne cesse de s'accélérer. (...) Aujourd'hui, l'élève dépasse le maître, les Occidentaux se font peu à peu supplanter. Dans les années à venir, une nouvelle étape devrait rapidement être franchie. Les chercheurs chinois vont investir massivement les différentes communautés scientifiques et ils seront alors en mesure de changer à leur profit les institutions scientifiques, actuellement entre les mains des Américains. (...) Ils vont réussir ce que les Européens ne sont pas parvenus à faire

Aujourd'hui, des voix de plus en plus nombreuses avertissent que « **la Chine rattrape l'occident** » qui n'a pas suffisamment formé de jeunes « dans les sciences et technologies ».

La crise économique n'a évidemment rien arrangé pour les pays impérialistes en déclin. Nombre d'entre eux ont vu leur "activité créatrice" se contracter ou stagner, tandis que celle de l'impérialisme chinois continuait à croître rapidement.

Le développement fulgurant de la recherche scientifique chinoise continue à se diversifier et à porter ses fruits dans un nombre croissant de domaines.

Devant les réalisations des dernières années qui illustrent l'essor de la recherche chinoise et la rapide montée en gamme des monopoles chinois, les médias bourgeois d'occident (re-)découvrent aujourd'hui une réalité observée depuis plusieurs années déjà par les PDG des monopoles étrangers implantés en Chine.

Alors que la recherche chinoise progresse à toute vapeur dans un nombre croissant de domaines, les élites bourgeoises des pays impérialistes en déclin s'inquiètent désormais de voir la Chine vouloir « **devenir le labo de la planète plutôt que son atelier** », une ambition annoncée par le premier ministre chinois à la tribune du Forum asiatique de Boao au printemps 2009 :

« **La science et la technologie sont des moteurs puissants de croissance économique. (...) Nous ferons de la Chine le pays de l'innovation** » Cette perspective n'est ni plus ni moins que la réalisation du pire cauchemar des élites des pays impérialistes en déclin : celle de voir finir de s'effondrer leur domination économique, politique et culturelle.

« Le président chinois Hu Jintao a appelé à la création d'une main-d'œuvre plus compétitive et innovante dans le pays, en formant davantage de spécialistes de haut niveau. (...) La Chine doit améliorer la qualité de sa main d'œuvre et la formation de professionnels de haut niveau est une tâche prioritaire »

Au début du mois de novembre dernier, s'adressant à la communauté scientifique et technologique de Pékin, le premier ministre chinois insistait déjà sur « **le rôle de la science et de la technologie face à la crise** » et lui recommandait de redoubler d'efforts dans le domaine de la recherche – y compris la recherche fondamentale –, en particulier dans les industries de haute technologie, citant notamment les nouvelles énergies, les réseaux d'information, la micro-électronique, les nanotechnologies, les

sciences de la vie, l'exploration océanique et spatiale. Le premier ministre chinois soulignait en effet que « ces industries émergentes joueront un rôle essentiel dans l'édification d'une économie fondée sur l'innovation et dans la réalisation d'un développement durable global » : « **Le monde fait aujourd'hui face à la crise financière du siècle, et l'histoire humaine a prouvé que les révolutions technologiques se produisent souvent dans de telles circonstances. Les pays qui prennent l'initiative de faire des progrès technologiques prendront la tête de la reprise économique** ». Un constat qu'avait déjà fait Wan Gang, ministre des Sciences et des Technologies, à la fin septembre 2009, et qu'il allait rappeler à nouveau quelques mois plus tard. En effet, comme l'ont déclaré les autorités chinoises « l'innovation scientifique et technologique » est déterminante pour « augmenter la compétitivité de la Chine sur la scène internationale ». Au cours des derniers mois, c'est donc sans surprise que le gouvernement chinois n'a cessé de montrer que la conquête accélérée des industries de haute technologie était devenue sa priorité absolue. A l'automne 2009, le gouvernement chinois appelait ainsi « à redoubler d'efforts dans l'innovation technologique dans les domaines clés, afin de stimuler le développement des secteurs stratégiques » tout en annonçant « la création d'un fonds capital-risque destiné à encourager l'innovation et la restructuration industrielle ».

Quelques mois plus tard, au cours des sessions annuelles de l'APN et de la CCPPC, le premier ministre chinois insistait encore plus lourdement sur le rôle de l'éducation et de la science et des technologies, en particulier de celles « d'importance stratégique » capables « de provoquer une révolution technologique » ainsi que « d'accroître la compétitivité du pays et de préserver la sécurité nationale.

« Le changement de notre mode de développement économique constitue désormais pour nous une tâche qui ne souffre aucun retard. Il nous faudra

donc déployer de grands efforts pour introduire notre économie sur une voie de développement ayant pour moteur l'innovation et pour appui la croissance endogène ».

C'est dans cette optique qu'il jugeait capital d'« accorder la priorité au développement de l'éducation » afin d'« accélérer la mise en valeur de notre grand potentiel humain », car « les compétences sont notre première richesse ».

« L'éducation, les sciences et technologies, ainsi que les hommes de talent, sont essentiels non seulement pour le redressement de la puissance du pays et le renouveau de la nation, mais aussi pour le renforcement de la puissance globale du pays. (...) Le redressement du pays dépend du renforcement de l'éducation. C'est seulement par le développement d'une éducation de premier ordre qu'on pourra former de grands talents et édifier un pays puissant ».

Quelques semaines plus tôt, dans son dernier rapport mondial sur l'éducation, l'UNESCO s'alarmait de voir la crise économique menacer « de faire reculer l'éducation dans le monde ». De même, une enquête réalisée par l'ONG Aide et action entre décembre 2009 et janvier 2010 dans huit "pays en voie de développement" (Inde, Madagascar, Togo, Mali, Sénégal, Bénin, Niger et Burkina Faso), remarquait que la crise économique mondiale plaçait l'éducation « en sursis » :

« Quand la crise sévit, elle ne dérobe pas seulement l'emploi, ne réduit pas seulement les moyens de subsistance. Elle provoque aussi un effet sur les esprits : celui de réduire à néant les espoirs que fondent les parents sur les études. Pourquoi s'acharner à scolariser ses enfants quand "les retours attendus en termes de travail et de revenus s'amoindrissent" ? »

C'est dans ce contexte et inquiètes des ambitions chinoises, que les élites bourgeoises de certains pays impérialistes en déclin ont annoncé vouloir renforcer leur secteur de la recherche. A l'instar de l'impérialisme chinois, elles évoquent également l'importance de la science et des hautes technologies, mais les ambitions affichées contrastent cruellement avec les moyens

engagés ! Le président américain déclarait ainsi :

« L'innovation a été essentielle pour notre prospérité dans le passé, et elle sera essentielle pour notre prospérité dans l'avenir. (...) Nous devons construire une nouvelle fondation, suffisamment forte pour résister aux futures tempêtes économiques et soutenir une prospérité durable ».

A la fin de l'année 2009, la commission Rocard-Juppé recommandait d'investir 16 des 35 milliards d'euros du grand emprunt dans l'enseignement supérieur et la recherche afin « de faire émerger des campus capables de concurrencer les meilleurs mondiaux ».538

Pourtant, malgré ces annonces, l'enseignement apparaît comme de plus en plus sinistré dans les pays impérialistes en déclin : on attribue les fonds à l'enseignement supérieur et de la recherche au détriment de l'éducation de base des larges masses travailleuses. La bourgeoisie réduit ainsi dangereusement la taille de son vivier de talents potentiels. En outre, même au sein de l'enseignement supérieur et de la recherche, cette hausse des moyens se fait au détriment de la qualité. En France, l'enseignement supérieur et la recherche publics font travailler 50 000 précaires, représentant le cinquième des effectifs. Durant la période 2006-2008, le nombre de permanents travaillant au CNRS a baissé de 1,5 % tandis que celui de non-permanents augmentait dans le même temps de 17,2 %.

Dans la même veine, le ministre français de l'Éducation nationale annonçait récemment que « des jeunes retraités et des étudiants pourraient être sollicités pour remplacer les enseignants absents ».

Au début du printemps 2010, *l'Economist* publiait un article intitulé « **Écoles californiennes, du mauvais au pire – Leçons d'un État qui a laissé tomber ses**

**élèves** », dans lequel on apprenait que la qualité de l'enseignement californien, en particulier dans les écoles publiques, s'était considérablement dégradée au cours des dernières années : classes surchargées, moyens financiers par élève en baisse de 11 % au cours des deux dernières années fiscales, écoles des districts noirs et latinos « de loin beaucoup plus mauvaises que celles des quartiers blancs », etc. Pour ne rien arranger, « **la crise fiscale de l'État est sur le point de les rendre encore plus mauvaises** ».

Pour réaliser des économies, l'État de Californie a supprimé des dizaines de milliers de postes dans l'éducation. Des économies de bout de chandelle d'autant plus dangereuses que l'enseignement californien avait déjà beaucoup souffert avant la crise : au cours de la période 1996-2004, la part des jeunes âgés de 19 ans inscrits à l'université s'était ainsi effondrée de 43 % à 30 % ! À l'inverse des pays impérialistes en déclin où l'on précarise le corps enseignant pour qu'il coûte le moins cher possible, le gouvernement chinois annonçait au début de l'année l'interdiction pour toutes les écoles d'employer de nouveaux enseignants suppléants :

« Les gouvernements à tous les échelons doivent assurer l'arrivée d'enseignants qualifiés et interdire à toutes les écoles d'employer de nouveaux enseignants suppléants ».

L'enseignement professionnel n'a pas non plus été délaissé. En 2009, ce sont plus de 42 millions de travailleurs ruraux chinois qui ont reçu une formation professionnelle, en hausse de 7,6 % en glissement annuel. Il faut dire que le gouvernement chinois a insisté sur l'importance de la formation des ouvriers ruraux afin « **d'améliorer leurs techniques de travail et de préparer le pays à la modernisation de l'industrie** ».

En 2009, le budget chinois de l'éducation a atteint 198 milliards de yuans, soit plus de 29 milliards de \$, un montant en hausse de 23,6 % en glissement annuel.

Alors que les élites des pays impérialistes en déclin n'ont d'autre choix que de "déshabiller Pierre pour habiller Paul", l'impérialisme chinois se donne au contraire pour objectif d'habiller à la fois Pierre et Paul, c'est-à-dire de renforcer aussi bien la qualité de l'enseignement de base destiné aux masses populaires (y compris dans ses régions reculées) que celle de l'enseignement destiné aux élites ! Une condition nécessaire à l'avènement du "socialisme à la chinoise".

Après avoir expérimenté à petite échelle un programme pilote d'aides financières et de gratuité des manuels scolaires aux élèves pensionnaires originaires de familles pauvres dans les régions frontalières du Xinjiang en 2003, les autorités chinoises l'avaient généralisé à tout le Xinjiang en 2006. Au début de l'été, les autorités chinoises annoncèrent une forte augmentation de ces aides.

Face aux ambitions chinoises, les élites des pays impérialistes en déclin sont prises de court. Les pays impérialistes en déclin sont aujourd'hui touchés de plein fouet par la décomposition de leur enseignement. Or c'est cet enseignement qui a formé le socle de la propriété intellectuelle sur laquelle ils ont assis la domination de leur "économie de bazar".

« Après être devenue "l'usine du monde" en produisant à tout va des produits à faible valeur ajoutée, la Chine n'a cessé de s'imposer dans les industries nobles : de la pharmacie en passant par l'automobile et l'aérospatiale. Pour cela, Pékin sait habilement jouer des convoitises que suscite son vaste marché ».

Nous espérons que la lecture de ces extraits vous incitera à lire le livre en entier disponible sur le site de l'auteur : [http://www.communisme-bolchevisme.net/le\\_reveil\\_du\\_dragon.htm](http://www.communisme-bolchevisme.net/le_reveil_du_dragon.htm)

# Matériaux sur l'émergence de l'impérialisme chinois

Extraits des livres : « Impérialisme et anti-impérialisme » (2007), « Crise du système impérialiste mondial » (2009) et « Le réveil du dragon » (2010).

Ces matériaux se concentrent sur les implications économiques, politiques et sociales contemporaines de l'émergence de l'impérialisme chinois. Nous conseillons fortement l'étude conjointe d'*Impérialisme et anti-impérialisme* qui leur sert de référentiel idéologique et historique, et éclaire notamment la question nationale et coloniale ainsi que le caractère démocratique-bourgeois, anti-colonial et anti-féodal de la révolution chinoise (parties 1, 2 et 3).

« Aux pseudo-marxistes qui s'extasient devant les taux de croissance de l'économie et de l'industrie chinoises en affirmant que « ce ne peut être que le socialisme », nous répondons que l'histoire connaît des exemples de croissance industrielle capitaliste vertigineuse, notamment dans le cas où les investissements étrangers abondent : Staline citait l'exemple des USA à la fin du 19ème siècle et celui de la Russie tsariste du début du 20ème siècle. Nous pourrions citer aujourd'hui la Chine, mais aussi la Corée du Sud qui a connu une croissance industrielle moyenne supérieure à 12 % entre 1999 et 2004. Personne n'ira pourtant prétendre qu'on construisait alors le « socialisme » en Corée du Sud !

Pour les dogmatiques qui font abstraction de la situation économique internationale concrète,

tout afflux de Capital étranger est forcément « dissolvant ».

Nous demandons donc : l'afflux de capitaux en Amérique du Nord au 19ème siècle a-t-il été un facteur dissolvant ou bien a-t-il été un facteur d'union ? N'en a-t-il pas résulté l'union de la bourgeoisie indigène au sein d'un nouvel État, parfaitement indépendant ? Oui, parce que les conditions économiques étaient particulièrement favorables sur ce vaste territoire aux ressources abondantes. Les conditions économiques dont ont bénéficié les dirigeants chinois depuis leur ouverture au Capital étranger sont-elles moins favorables que celles ayant amené à la création du plus puissant pays impérialiste actuel, les USA, ou bien ne sont-elles pas au contraire encore plus favorables ?

Pour un marxiste, il est évident que des conditions aussi favorables que celles dans lesquelles est placée la Chine depuis bientôt trente années, constituent une première *sans précédent* dans l'histoire du développement du capitalisme mondial.

Les rythmes élevés du développement de l'économie chinoise ne font aucun doute à ce sujet: *jamais* un pays capitaliste n'avait connu un taux de croissance aussi soutenu pendant une aussi longue période ! Selon l'UNCTAD, la croissance annuelle du PIB chinois a été de 10,6 % durant la période 1980-1989 et de 9,5 % durant la période 1990-2004. Selon une prévision faite par le FMI en 2004, si le PIB chinois croissait à

un rythme annuel de 7 %, il dépasserait celui des USA en 2018 (à parité de pouvoir d'achat). Ce calcul est basé sur un potentiel annuel de croissance de 3,2 % pour les USA. L'échéance « 2018 » pourrait donc advenir plus rapidement que prévu si la croissance de l'économie chinoise se maintient à un taux voisin de celui des années 2005-2006...

Quand Lénine a affirmé que la jeune URSS ruinée et économiquement arriérée possédait tout ce qu'il fallait pour édifier le socialisme, le niveau de production par tête d'acier, de ciment et de houille était de 11 à 25 fois inférieur à celui des USA. En 2006, comme nous allons le voir ensuite, l'impérialisme chinois **a produit autant d'acier que ses 6 concurrents impérialistes les plus puissants pris ensemble !**

N'est-ce pas *tout* ce dont aurait besoin l'économie chinoise pour se développer *immédiatement* en comptant exclusivement sur ses propres forces, si la Chine était réellement un pays socialiste ? Cette production *gigantesque* ne serait-elle pas capable de fournir *immédiatement* la base matérielle et technique de la mécanisation socialiste des campagnes ? Assurément ! Seuls des *laquais* de l'impérialisme chinois peuvent passer ce fait sous silence ! Seuls des *anti-marxistes* peuvent faire écho à la théorie de la bourgeoisie impérialiste chinoise selon laquelle la Chine «... en est au stade initial du socialisme. C'est une période historique que l'on ne

peut contourner dans la construction du socialisme et dans la modernisation d'une Chine qui accuse un retard économique et culturel. Cette phase va durer plus d'un siècle. Dans la construction du socialisme dans notre pays, il convient de partir de la situation propre à notre pays, notre voie doit être celle d'un socialisme aux caractéristiques chinoises... Nos forces productives, de même que les sciences, les technologies et l'éducation accusent encore du retard, l'industrialisation et la modernisation ont encore un long chemin à faire... »

Cette stratégie des révisionnistes chinois n'a d'ailleurs *rien* de nouveau, elle découle en droite ligne des conceptions maoïstes sur la « démocratie nouvelle » et de la théorie trotskiste des forces productives, reprise par tous les opportunistes ! Il est évidemment impossible à un marxiste de cautionner ces mystifications ! Il est impossible à un marxiste de « faire connaître l'expérience et les points de vue des pays qui persévèrent dans la voie socialiste » quand ces pays n'ont rien de socialistes (hormis le nom) et fournissent des armes à la bourgeoisie internationale pour couvrir de boue le socialisme authentique : « oser défendre le socialisme, oser défendre la Chine, oser défendre Cuba, oser défendre l'Albanie, oser défendre la République Démocratique et Populaire de Corée », c'est « défendre » le galimatias théorique et pratique des révisionnistes, c'est objectivement se poser en paravent de la bourgeoisie internationale !

« Parfois, on nous objecte que le Parti communiste chinois a commis des erreurs et des fautes. C'est une évidence. Mais quelles sont les conclusions qu'on tire de ce constat ? Se ranger du côté de la contre-révolution et du révisionnisme, est-ce le remède aux maladies du socialisme ? »

Non, les révisionnistes chinois n'ont commis aucune « faute » ! Ils sont restés parfaitement fidèles à leurs conceptions révisionnistes et chauvines, ne faisant que les adapter aux situations internationales nouvelles ! Les « maladies du socialisme » ne sont rien d'autre que le produit du pouvoir des révisionnistes ! Les cautionner, c'est donc fusionner avec le révisionnisme et se ranger du côté de l'impérialisme ! Et cela ne fera pas avancer d'un pouce le socialisme, ni n'apportera de remède aux maux que connaissent les pays révisionnistes-bourgeois !

Comment peut-on coller l'étiquette « socialiste » à un pays où l'exploitation du prolétariat (urbain et migrant) atteint un degré extrême, un pays où dans les campagnes la paysannerie grevée par les impôts fraude massivement (à la fin des années 1980, quand 95 millions d'hectares de cultures étaient déclarées cultivées, un recensement aérien trouvait 144 millions d'hectares), un pays où l'école n'est gratuite que pour la population urbaine, un pays où des dizaines de millions de migrants ruraux dont les revenus sont insuffisants sont contraints de compléter leurs revenus à l'aide d'emplois non agricoles, voir à intégrer les vagues de

l'exode rural sans pouvoir se faire accompagner de leurs familles, un pays où dans les campagnes, il est courant que le rôle de l'usurier soit joué par le potentat local du Parti « communiste » ? Ici, on est largement au-delà de la persistance de tares de l'ancienne société !

En 1989, Ludo Martens passait en revue les différents « scénarios possibles » de l'évolution chinoise : mais malgré leur « diversité apparente », ces scénarios aboutissaient tous à une seule conclusion : le danger d' « une victoire finale des tendances révisionnistes en Chine », risquant d'aboutir à son « éclatement » !

Qui oserait aujourd'hui, en ce début de 21ème siècle, encore parier sur l'éclatement de la Chine ? Pas ses concurrents impérialistes en tout cas ! Aussi longtemps qu'un pays révisionniste (URSS social-impérialiste, Chine) n'a pas été réduit à l'état de semi-colonie, les révisionnistes persistent à y découvrir des survivances de « socialisme » et à y voir une politique « anti-impérialiste » !

Que d'anti-marxisme !

« On ne croit plus, Dieu merci ! aux miracles. Les prophéties miraculeuses sont des contes. Mais les prophéties scientifiques sont un fait acquis. Et, de nos jours, alors que partout le découragement honteux, voire même le désespoir, sont choses fréquentes, il est utile de rappeler une prophétie scientifique qui s'est vérifiée ».

En 1978, c'est-à-dire il y a bientôt trois décennies, Enver Hoxha, se guidant sur l'analyse matérialiste de la situation inter-

nationale (et non sur des suppositions conjoncturelles comme le font les révisionnistes), avait su prévoir *précisément* la voie que suivrait la Chine. Si pour lui, *dès 1973*, l'éclatement du social-impérialisme soviétique faisait peu de doutes à moyen terme, l'essor de l'impérialisme chinois n'en faisait pas davantage : il remarquait ainsi dans son ouvrage *L'impérialisme et la révolution* que la Chine « pour devenir une superpuissance » dans des conditions où « les colonies et les marchés dans le monde sont accaparés par les autres puissances », devrait traverser deux phases principales :

«... d'abord, il lui faudra solliciter des crédits et des investissements à l'impérialisme américain et aux autres pays capitalistes développés, et en même temps acquérir de la technologie moderne pour mettre en valeur les ressources du pays, dont une grande partie passera, à titre de dividendes, aux crédoeurs. Ensuite elle investira la plus-value réalisée sur le dos du peuple chinois dans les États de divers continents, comme le font actuellement les impérialistes américains et les social-impérialistes soviétiques ».

Il remarquait que l'établissement de liens étroits avec les pays impérialistes illustre justement cette première phase, et ajoutait que par la suite, à sa deuxième phase, l'impérialisme chinois ferait de grands efforts pour rassembler autour de lui « tous les pays du « tiers monde », « non alignés » ou « en voie de développement », afin de créer une

grande force, qui non seulement accroîtra son potentiel dans son ensemble, mais l'aidera également à s'opposer aux deux autres superpuissances ».

Pour Enver Hoxha, il ne faisait aucun doute que la Chine, une fois atteint un potentiel économique suffisant, se livrerait comme n'importe quel pays impérialiste à l'exportation de Capital, évidemment sous le manteau « d'aides de caractère internationaliste » « de prêts à faible intérêt » visant à « la libération et l'édification du pays » et au « soutien à la libération des peuples du néo-colonialisme », voir même « leur passage au socialisme à travers la lutte contre l'impérialisme » !

Dans leur lettre adressée au Parti communiste et au gouvernement chinois en date du 29 juillet 1978 les communistes albanais démontraient que la rupture unilatérale de Pékin avec Tirana avait de profonds motifs idéologiques. Ils y rappelaient d'abord les hésitations et les déviations des dirigeants chinois dans la lutte contre le révisionnisme khrouchtchévien, avant de montrer qu'à plusieurs reprises déjà la direction chinoise avait exercé des pressions économiques sur l'Albanie quand les communistes albanais avaient refusé de la suivre aveuglément.

Dès lors, il était évident que les prétentions de la Chine à « lutter » contre « l'injuste répartition de l'économie mondiale », « la discrimination économique des pays en voie de développement par les puissances impérialistes », le « diktat des grands sur les petits » et pour « le renforcement de

leur indépendance et de leur souveraineté », servaient à masquer ses « ambitions impérialistes », ainsi que son objectif « d'établir son hégémonie » sur le « tiers monde » et le « monde des non-alignés ». Cette réalité prend aujourd'hui des prétentions gigantesques : un nombre sans cesse croissant de pays dépendants s'orientent vers une collaboration tous azimuts avec l'impérialisme chinois, ses méthodes néo-coloniales faisant le bonheur, des régimes bourgeois-compradore. Ceux-ci comprennent en effet que la propagande tiers-mondiste de l'impérialisme chinois est très efficace quand il s'agit de duper les peuples exploités et opprimés, de les détourner de la voie révolutionnaire pour emprunter celle de la collaboration de classe.

En éminent marxiste-léniniste, Enver Hoxha avait donc prévu précisément la voie que suit aujourd'hui l'impérialisme chinois !  
» (*Impérialisme et anti-impérialisme*, pp. 139-142)

### « 1° Les fondements de la puissance économique de l'impérialisme chinois »

«... la Chine est à l'opposé des performances industrielles du Brésil ou de l'Inde, dont la croissance va de pair avec le déséquilibre intersectoriel et la dépendance vis-à-vis de l'étranger. (...) La Chine a réalisé un système industriel complet ».

En écrasant leur concurrent social-impérialiste, les vieux pays impérialistes ont développé à une large échelle des branches industrielles entières dans les pays dépendants, parfois même l'embryon

d'une industrie de production des moyens de production, y renforçant considérablement le développement de la bourgeoisie nationale.

Dans les pays dépendants économiquement les plus puissants et assez homogènes sur le plan national, une partie de cette bourgeoisie nationale a perdu son caractère purement comprador et tend à devenir elle-même impérialiste, comme au Brésil, en Corée du Sud et en Chine. Les deux premiers pays sont des puissances impérialistes d'envergure régionale, encore très soumises aux vieux pays impérialistes.

Seule la Chine s'affirme aujourd'hui comme une puissance impérialiste d'envergure mondiale : son économie a été massivement fécondée depuis près de 30 ans par les capitaux étrangers qui en ont fait la première usine du monde, et la bourgeoisie impérialiste chinoise a su protéger et développer une puissante industrie de production des moyens de production dont les branches clefs avaient été édifiées au début des années 1950. La « victoire » des vieux pays impérialistes sur le social-impérialisme soviétique n'est donc qu'une demi-victoire, puisqu'elle les a obligés à renforcer d'autres pays bourgeois qui se posent aujourd'hui de plus en plus comme des concurrents.

En juin 1981, les représentants de la bourgeoisie impérialiste chinoise ont adopté une résolution faisant le bilan historique des mérites et des erreurs de Mao. La conclusion est toute maoïste : « ses mérites vis-à-vis de la révo-

lution chinoise ont été bien plus grands que ses fautes et erreurs » ! Cette appréciation qui reprend (pour notre plus grand bonheur) la méthode maoïste de la « pesée des tomates », démontre que le bilan de Mao est perçu comme *globalement positif*, même par la bourgeoisie impérialiste chinoise qui ne peut évidemment que condamner les « excès gauchistes » découlant des préjugés démocratiques petit-bourgeois de Mao. En effet, si la bourgeoisie nationale chinoise ne peut que condamner le « grand bond en avant » ou la « grande révolution culturelle prolétarienne », elle ne peut en revanche que se montrer reconnaissante vis-à-vis de la ligne de Mao qui, grâce au « capitalisme d'État » et à une indépendance marquée vis-à-vis de la domination impérialiste comprador, a privilégié un relatif décollage économique du pays, et surtout l'édification d'une base industrielle lourde et d'une puissante industrie de production des moyens de production, qui ont permis à la Chine d'acquérir en une trentaine d'années les bases économiques nécessaires à un pays capitaliste puissant.

Dès lors, la bourgeoisie impérialiste chinoise pouvait permettre l'afflux de capitaux étrangers *sans pour autant* devenir une bourgeoisie de type comprador.

Les investissements étrangers en Chine opèrent comme ils ont opéré à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle dans la Russie tsariste et aux États-Unis. La Chine a cependant comme avantages décisifs sur la Russie tsariste de posséder 1<sup>o</sup> une

communauté nationale assez homogène (l'ethnie Han dominante représente plus de 90 % de la population chinoise) qui rendra assez difficile pour les concurrents impérialistes le fait de jouer sur l'exacerbation des contradictions nationales et territoriales (les problèmes de Taiwan, du Tibet et de Hong Kong sont assez marginaux), 2<sup>o</sup> une main d'œuvre abondante très bon marché et assez bien formée, apte à assurer un haut niveau de compétitivité sur le marché international du travail. Depuis 1978, la bourgeoisie impérialiste chinoise a gagné en assurance. Ces facteurs, ajoutés au fait qu'elle possède une base industrielle lourde, puissante et diversifiée, font de la Chine actuelle le candidat idéal pour l'hégémonie mondiale, qui sera capable de rivaliser avec les USA d'ici 10 à 15 ans selon les experts américains. A l'époque de l'impérialisme, certains pays impérialistes se développent plus vite que les autres et finissent par dépasser les pays impérialistes les plus avancés. Aujourd'hui, ce scénario se rejoue, mais pour la *première fois de l'histoire*, c'est un ancien pays colonial qui s'est hissé au statut de concurrent impérialiste.» (*Impérialisme et anti-impérialisme*, pp. 190-191)

« La croissance économique rapide de l'économie chinoise s'est traduite par une augmentation importante de la classe ouvrière chinoise.

Deux choses frappent ici dès le premier coup d'œil : si l'on regarde le cas des vieux pays impérialistes, le nombre total d'ou-

vriers a augmenté jusque dans les années 1970, puis a diminué ensuite jusqu'en 2004 pour presque retrouver son niveau de 1960.

En revanche, si l'on regarde le cas de la Chine on doit remarquer la croissance relativement faible du nombre d'ouvriers durant la période 1960-1970 (plus de 5 % par an), puis une croissance accélérée du nombre d'ouvriers durant la période 1970-1990 (plus de 7 % par an), avec une nette tendance au ralentissement de l'accroissement durant la période 1990-2000 (moins de 2 % par an) et même à la stagnation dans les premières années du 21ème siècle (1 % par an).

Il ressort de ces chiffres que la Chine possédait en 2004 un nombre d'ouvriers supérieur de près de 86 % à celui des USA, de l'UE et du Japon pris ensemble, ces derniers ayant perdu 10 % de leurs ouvriers durant la période 1980-2004. Bien sûr, le système mondial de l'impérialisme, loin de se « déprolétarianiser » et de se « désindustrialiser » durant la période 1960-2004 a au contraire multiplié le nombre des ouvriers. Ne se désindustrialisent que les pays perdant leur suprématie commerciale. (...)

La délocalisation d'une partie croissante de l'outil productif international a provoqué une baisse importante de la part des vieux pays impérialistes dans le commerce mondial.

L'examen de l'évolution de la balance commerciale des vieux pays impérialistes d'une part et des pays dépendants d'autre part, montre les importants impacts

commerciaux qu'ont provoqués les modifications de la structure productive internationale.

D'abord, les vieux pays impérialistes vivent de plus en plus à crédit. Ceci augmente le risque de rupture entre la production et la consommation : les probabilités des crises économiques et leur potentiel destructif augmentent, notamment dans les pays ateliers où la surproduction relative est une réalité permanente.

Les crises économiques « régionales » de la fin du 20ème siècle sont à replacer dans ce contexte.

Si l'on regarde l'évolution de la balance commerciale mondiale durant la période 1948-2004, on remarque un niveau faible et en croissance assez lente du déficit de la balance commerciale des pays impérialistes durant la période 1948-1972 qui était alors dominé par une domination impérialiste basée sur l'importation de matières premières et leur transformation au sein des métropoles impérialistes.

Mais comme nous l'avons vu, à partir de 1973, les vieux pays impérialistes sont contraints d'adopter la nouvelle forme de domination impérialiste : celle de la transformation des pays dépendants en pays ateliers fournissant des biens de consommation bon marché aux métropoles impérialistes. Ainsi, dès l'année 1973, la balance du commerce extérieur des pays impérialistes affichait un déficit de 23 milliards de dollars. En 1974, il atteignait 69 milliards de dollars.

Cette période marque donc un brusque saut qualitatif, puisqu'à partir de 1972 le déficit commercial des pays impérialistes explose littéralement. Ce qui transparaît ici de manière flagrante, c'est qu'à partir de 1973, plusieurs vieux pays impérialistes ont commencé à vivre à crédit.

Si l'on regarde en détail la part des différents pays dans le commerce international de marchandises, on remarque le déficit structurel de la balance du commerce extérieur qui se crée pour plusieurs vieux pays impérialistes dès la deuxième moitié des années 1970. C'est particulièrement flagrant dans le cas des USA et du Royaume-Uni. (...)

Il est ici évident que des pays impérialistes comme les USA et le Royaume-Uni ont vu leur puissance commerciale relative diminuer dans des proportions très importantes depuis les années 1960, d'abord au profit d'autres puissances impérialistes concurrentes où affluaient leurs capitaux, comme l'Allemagne et le Japon. (...)

A partir des années 1990, cependant, on observe un phénomène nouveau : c'est la puissance commerciale relative de *tous* les vieux pays impérialistes qui diminue.

Si l'on n'était pas assez convaincu de l'émergence commerciale *fulgurante* de l'impérialisme chinois, il nous suffira de dresser un tableau mettant en regard les vieux pays impérialistes et leur nouveau concurrent chinois :

Rappelons que l'OCDE regroupe actuellement l'ensemble

des vieux pays impérialistes, ainsi que quelques pays ateliers (Hongrie, Pologne, Slovaquie, Turquie, Mexique) et de jeunes puissances impérialistes régionales (Brésil, Corée du Sud). Le poids essentiel est représenté par l'économie des vieux pays impérialistes.

Ainsi, l'augmentation de la part de la Chine dans le total mondial des exportations explique à elle seule *plus des deux tiers* de la baisse de la part des vieux pays impérialistes durant ces 25 dernières années ! » (**Impérialisme et anti-impérialisme, pp. 197-200**)

« La Chine est évidemment un cas à part, puisque sa production d'acier a été multipliée par plus de 11 en 26 ans, passant de 37 à 419 millions de tonnes ! En 1980, la Chine produisait moins d'acier que le 4ème producteur mondial. En 2006, elle a produit presque autant d'acier que ses 6 plus gros concurrents directs pris ensemble : le Japon, les USA, la Russie, la Corée du Sud, l'Allemagne et l'Inde qui ont produit 425 millions de tonnes d'acier. En 2006, la production d'acier chinoise représentait près de 34 % de la production d'acier mondiale, contre 8 % en 1980 !

Dans les vieux pays impérialistes, la production d'acier a le plus souvent stagné ou même baissé ces 26 dernières années. (...)

Mais la puissance de l'industrie chinoise ne se réduit pas aux biens de consommation courants et à la sidérurgie. La Chine investit de manière croissante des marchés aujourd'hui encore dominés

par ses concurrents impérialistes les plus puissants, comme le Japon quelques décennies plus tôt.

L'industrie automobile en est un parfait exemple. La production annuelle d'automobiles des USA, du Japon, de l'Allemagne, de la France, du Royaume-Uni, de l'Espagne et de l'Italie cumulées est passée de 30 à 39 millions durant la période 1980-2000, tandis qu'elle restait stable en Chine durant la même période avec un peu moins de 2 millions de véhicules.

En revanche, pour la période 2000-2004, on observe une nouvelle tendance : la production des vieilles puissances impérialistes baissant à 37 millions, tandis que la production chinoise a dépassé 5 millions. Cette baisse n'est cependant pas homogène, puisqu'elle n'a pas été ressentie ni en France ni en Allemagne dont la production a continué d'augmenter légèrement. Durant la période 2004-2006, les exportations d'automobiles chinoises ont doublé annuellement et se montaient à 340 000 véhicules en 2006, dont près d'un tiers de berlines. En 2005, la Chine est devenue le 3ème producteur mondial de véhicules : 6,2 millions, dont la moitié de voitures particulières. En 2006 ses surcapacités de production dépassaient 50 %, poussant les constructeurs chinois à exporter. Les exportations chinoises ont jusque là essentiellement été réalisées vers le Moyen-Orient, l'Amérique latine et la Russie, afin d'y satisfaire les besoins des nouveaux riches... Les exportations d'automobiles chinoises vers l'Europe et

les USA ne devraient être significatives que vers 2010, date à partir de laquelle elles devraient être compétitives sur tous les plans, y compris celui de l'adoption des normes de sécurité occidentales. A niveau d'équipement comparable, les modèles chinois devraient être 20 à 25 % moins chers.

Quand on sait que l'industrie automobile est en quelque sorte « l'industrie des industries » des vieux pays impérialistes (elle représente 40 % du marché français de la sous-traitance), ceux-ci ont du souci à se faire depuis que les constructeurs chinois ont affiché leurs ambitions exportatrices au salon mondial de l'automobile d'octobre 2006. On imagine sans mal la crise que vont traverser dans quelques années les constructeurs automobiles des vieux pays impérialistes et ses effets délétères sur une grande partie de leur tissu économique et social.

Cette nouvelle tendance témoigne donc de la naissance d'un nouvel ordre impérialiste mondial : la coopération économique des vieux pays impérialistes avec le jeune et dynamique impérialisme chinois tend de plus en plus à céder la place aux rivalités économiques avec ce dernier, surtout avec les économies de ses concurrents qui souffrent le plus de cette concurrence, en premier lieu les USA. »

VINCENT GOUYSSÉ



## **PARTI COMMUNISTE DU BENIN (P.C.B)**

01 B.P. 2582 Recette Principale Cotonou (Rép. du Bénin)

Tél. : 21 30 03 22 / 97 98 35 65 – Site : [www.la-flamme.info](http://www.la-flamme.info)

### **À propos de l'évolution de la situation actuelle en Côte d'Ivoire**

Dans une première prise de position en date du 7 décembre 2010 sous le titre « A PROPOS DE LA SITUATION ACTUELLE EN COTE D'IVOIRE, le Parti Communiste du Bénin déclarait:

« Dans le cas de la Côte-d'Ivoire 2010, les Français avaient fait leur choix avant le scrutin et c'était OUATTARA et ils ont mis et mettent tout en œuvre pour qu'il triomphe et accède au palais présidentiel pour servir leurs intérêts. Toute la « communauté internationale » est mobilisée à cette fin et on a même inventé un concept nouveau : la certification du résultat par l'ONUCI qui se place ainsi au-dessus des instances nationales, comme si la Côte-d'Ivoire était sous protectorat. Il est donc en tout cas inadmissible pour tout patriote et démocrate cette ingérence des puissances étrangères en Côte d'Ivoire qui piétine sa souveraineté, ingérence allant jusqu'à des menaces d'interventions armées.

Quant à GBAGBO, derrière ses discours et airs nationalistes, il a fini de tout brader aux multinationales françaises et autres, n'a plus rien à offrir ; ses manières brutales, tyranniques et de corruption ont fini par lasser nombre de ses partisans de première heure et font de lui un agent usé et moins crédible pour les Français ; il ne peut contenir la rébellion créée par ces mêmes Français et OUATTARA, et il faut que ce dernier prenne les rênes pour éteindre le feu de la guerre allumée par eux-mêmes et stabiliser le pays. GBAGBO est lâché et doit partir.» Depuis lors, l'évolution de la situation est grosse de dangers pour le peuple ivoirien et tous les peuples d'Afrique. Chaque camp s'accroche aux résultats qui le proclament vainqueur. Le pays se retrouve avec deux Présidents.

Fort du soutien de la « communauté internationale », OUATTARA se veut le Président légitime et désigne le chef de guerre Guillaume SORO comme son Premier Ministre. Pour tenter de briser son isolement dans l'Hôtel du Golf sous la haute protection des forces de l'ONU-CI et des forces françaises, OUATTARA et SORO ont fait appel au soulèvement

populaire avec les forces armées des « Forces Nouvelles » pour prendre d'assaut la Radio Télévision et la Primature. Cet appel qu'il faut bien appeler une insurrection armée a échoué. Il ne pouvait en être autrement, faute de préparation au-devant du peuple à assumer cette insurrection. Après cet échec, les menaces des puissances étrangères sur le camp GBAGBO se font plus pressantes et prennent la forme de sanctions et d'ultimatum.

Mais devant le constat que les sanctions et autres menaces des puissances occidentales (France, Angleterre, Allemagne et États-Unis notamment) ne semblent régler la question du pouvoir à leur profit, le camp OUATTARA-SORO franchit un seuil des plus dangereux en faisant appel ouvertement à l'intervention de forces étrangères pour s'installer au pouvoir en Côte d'Ivoire. Faire appel à des troupes étrangères à venir agresser son propre pays afin d'accéder au pouvoir est indigne, inadmissible et doit être dénoncé et combattu par tout patriote et démocrate. C'est une ingérence intolérable réprouvée par la morale internationale. A leur suite, comme si c'était convenu dans un partage des rôles, les puissances occidentales poussent la CE-DEAO à prendre la relève et décider le 24 décembre 2010 d'une intervention armée en Côte-d'Ivoire pour y déloger GBAGBO du pouvoir si ce dernier ne cédaux injonctions que doit lui porter une ultime mission de trois présidents (dont Boni YAYI) représentant la CE-DEAO. Ainsi, les puissances occidentales qui ne peuvent intervenir directement s'affairent dans les coulisses pour pousser leurs hommes au pouvoir en Afrique à aller commettre les forfaits qu'ils n'osent pas assumer publiquement. Comme des lâches, elles appellent leurs compatriotes à quitter la Côte d'Ivoire avant d'y mettre le feu sans se soucier du sort des nombreux ressortissants des pays africains. Mais quelle que soit sa provenance, une intervention étrangère en Côte-d'Ivoire qui n'a agressé aucun pays, est inadmissible. Les interventions

armées étrangères pour des "missions civilisatrices", "rétablir la démocratie" ou des "raisons humanitaires" ont fait trop de dégâts de par le monde et notamment en Afrique. On ne peut accepter le renouvellement de tels crimes de droit international sous aucun prétexte. La question de la démocratie en Côte-d'Ivoire, comme dans tout pays, doit et ne peut être durablement réglée que par les peuples de ces pays eux-mêmes.

L'histoire, même récente, a suffisamment montré que les puissances occidentales ne sont pas des philanthropes et que face à leurs intérêts vitaux (énergie, marchés, etc.) elles ne reculent devant aucune forfaiture : manipulations, mensonges, assassinats, crimes de masses. Ainsi, de même que l'on sait aujourd'hui les mensonges pour justifier l'invasion et la guerre par les USA en Irak, de même les raisons et la vérité sur ce qui se passe réellement en Côte-d'Ivoire seront un jour connues. Mais ces expériences donnent suffisamment de leçons aux peuples pour dire NON à toute intervention étrangère, d'où qu'elle vienne, pour soi-disant régler des problèmes, en lieu et place d'un peuple. C'est pourquoi, le Parti Communiste du Bénin reste convaincu que les solutions à la crise que traverse la société ivoirienne viendront avant tout du peuple ivoirien lui-même. L'appel à l'intervention étrangère pour déloger un Président battu mais qui s'accroche au pouvoir ne serait que l'aboutissement des ingérences politiques et militaires dont la Côte-d'Ivoire est victime, la transformant en protectorat. Il dénonce toute intervention armée étrangère en Côte d'Ivoire et exige le départ de toutes les forces étrangères présentes sur le territoire ivoirien, qu'elles soient officielles (ONU-CI, Licorne, 41ème BIMA) ou officieuses (mercenaires). Le PCB dit: Troupes étrangères hors de Côte d'Ivoire! Vive la souveraineté du peuple ivoirien !

Cotonou, le 27 décembre 2010  
**Le Parti Communiste du Bénin**

## Trois livres pour comprendre les causes et les conséquences de la crise économique mondiale

### IMPÉRIALISME ET ANTI-IMPÉRIALISME



VINCENT GOUYSSSE

**IMPÉRIALISME ET ANTI-IMPÉRIALISME Description :** Malgré la prétendue "fin du communisme" claironnée par la bourgeoisie occidentale lors de l'éclatement de l'URSS social-impérialiste, le monde bourgeois craque toujours sous le poids de ses propres contradictions. L'impérialisme chinois pousse vers l'abîme l'économie de ses concurrents, sur le plan commercial comme financier. Il remonte un nombre croissant de filières, y compris celles de hautes technologies qui ont longtemps assuré la domination économique des vieux pays impérialistes sur les pays semi-coloniaux transformés en pays ateliers et modifie le rapport de forces inter-impérialistes, avec de lourdes conséquences sur le tissu socio-économique des pays en déclin dont les élites (conscientes qu'à situation désespérée, moyens désespérés) partent en guerre contre le niveau de vie des travailleurs (flexibilité, retraites, éducation, sécurité sociale) et préparent déjà (en coulisses) un repartage militaire des pays dépendants que la Chine attire irrésistiblement à elle.

**Livre publié en mai 2007.**

### CRISE DU SYSTÈME IMPÉRIALISTE MONDIAL



VINCENT GOUYSSSE

**CRISE DU SYSTÈME IMPÉRIALISTE MONDIAL : Description :** Il y a deux ans, dans notre livre Impérialisme et anti-impérialisme, nous avons démontré que l'essor de l'impérialisme chinois et le déclin de ses principaux concurrents amèneraient des bouleversements économiques majeurs qui prendraient la forme de véritables « séismes ». La crise économique actuelle est l'un de ces séismes. Si cette crise est bien mondiale, et frappe de plein fouet l'économie de l'ensemble des pays bourgeois, impérialistes comme dépendants, elle ne les menace cependant pas tous à un degré égal. Ainsi, en Chine, la bourgeoisie n'hésite pas à affirmer que « la crise c'est à la fois un danger, mais aussi une opportunité »\*. Ce livre explique en quoi réside ce double caractère et sur quoi la crise va déboucher dans les pays impérialistes en déclin dans un avenir proche.

**Livre publié en juillet 2009.**

### LE RÉVEIL DU DRAGON



VINCENT GOUYSSSE

**LE RÉVEIL DU DRAGON : Description :** L'an dernier, dans notre livre « Crise du système impérialiste mondial » La décomposition finale de "l'industrie de bazar" et la naissance d'un nouvel ordre impérialiste mondial, nous avons souligné le caractère structural de la crise actuelle, ainsi que le différentiel croissant entre l'impérialisme chinois et ses plus puissants concurrents. Nous avons également souligné que les résultats du plan de relance chinois contrasteraient nettement avec ceux de ses concurrents. Nous avons enfin souligné l'inéluctabilité de l'aggravation du déficit des États bourgeois qui seraient en définitive forcés de faire retomber le poids de la crise sur les masses exploitées au moyen de PAS (qualifiés de "plans de rigueur"), visant à la destruction des chaînes dorées de l'esclavage salarié. Les derniers mois ont confirmé toutes ces anticipations, comme l'illustre ce livre qui fait le point sur la rapide montée en puissance de l'impérialisme chinois et ses implications actuelles et futures.

**Livre publié en septembre 2010.**

**Vincent Gouysse : <http://www.communisme-bolchevisme.net>**

Prix: Version papier pour chacun des trois livres: \$20,00

Frais de port: Le réveil du dragon: \$8,00

Impérialisme et anti-impérialisme: Crise du système impérialiste mondial: \$3,75